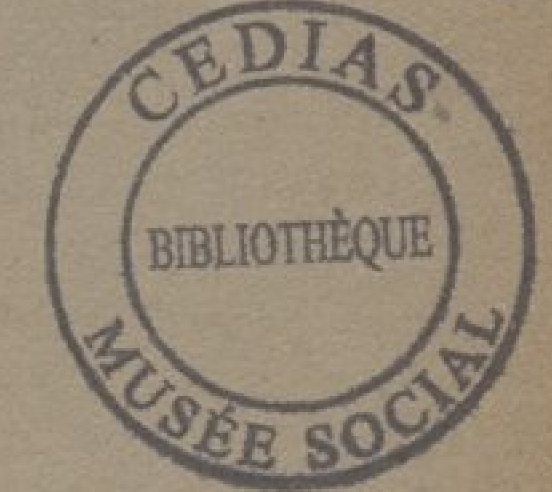
N° 4. — Avril 1925 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste



SOMMAIRE

NOTES ÉCONOMIQUES

FAITS ET DOCUMENTS

ADMINISTRATION et RÉDACTION, 17, rue André-del-Sarte. — PARIS (XVIII[e])

Les Publications récentes

QUESTIONS SOCIALES

Karl Marx : *La Guerre civile en France (La Commune de Paris)*, 5 francs (libr. de l'*Humanité*).

Rosa Luxembourg : *Lettres à Karl et Luise Kautsky*. Trad. par N. Stchoupak et Desrousseaux, 7 fr. 50 (Rieder, édit.).

G. Prezzolini : *Le Fascisme*. Traduit de l'italien par Georges Bourgin, 9 francs (édit. Bossard).

René Bloch : *Code du Travail et de la Prévoyance sociale*. Nouvelle édition, 12 francs (libr. Muzard).

G. Raphael : *Krupp et Thyssen*, 7 fr. 50 (édit. des « Belles Lettres »).

Marcel Sembat : *La Victoire en Déroute*, 7 fr. 50 (édit. du *Progrès Civique*).

L'Unité du mouvement syndical mondial. Rapports et discours au VIe Congrès des syndicats russes. Préface de A. Losovsky, 2 fr. 50 (biblioth. de l'I. S. R.).

Albert Mathiez : *Autour de Robespierre*, 20 francs (Payot, édit.).

H. Montarnal : *Les salaires, l'Inflation et les Changes*, 8 francs (libr. Rivière).

ROMANS ET DIVERS

L. Reymont : *Les Paysans*. Tome 1 : *L'Automne*. Trad. par Franck-L. Schœll, 10 francs (Payot, édit.).

H. G. Wells : *Un grand éducateur moderne, Sanderson*. Trad. par Mlle M. Butts, 10 francs (Alcan, édit.).

UN DRAME DE LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

JUDAS, *par* ERICH MUHSAM

Le poète révolutionnaire allemand Erich Muhsam, qui avait été condamné à quinze années de forteresse pour sa participation à la révolution de Bavière, a été rendu à la liberté par l'amnistie de février dernier.

En publiant de larges extraits du premier acte de *Judas*, nous voulons aider les révolutionnaires français à connaître la vraie figure de la révolution allemande. L'internationalisme reste un sentiment vague tant que les ouvriers des divers pays ignorent leurs efforts réciproques, tant qu'ils n'échangent et mettent en commun leurs pensées et leurs souffrances.

Erich Muhsam est la personnification même de ces trop rares poètes et intellectuels qui vivent la vie du mouvement révolutionnaire et qui, aux jours des grandes batailles, prennent courageusement leur place de combat.

Muhsam est né à Berlin en 1878. Après des études au collège, il devint élève pharmacien. S'occupant de politique et de littérature, il fit la connaissance de Gustav Landauer, qui exerça sur lui une grande influence. En 1901, Muhsam entreprit de voyager, parcourut la Suisse, l'Italie, la France. En 1909, il se fixa à Munich, avec l'intention de s'y livrer entièrement à ses travaux intellectuels. Il composa plusieurs volumes de vers, plusieurs pièces de théâtre.

En 1911, il commença la publication d'une revue mensuelle *Kaïn*, qui disparut lors de la mobilisation, en 1914. Elle ressuscita en novembre 1918, aussitôt après la Révolution, mais pour disparaître à nouveau en avril 1919.

Avant la guerre, Erich Muhsam s'affirmait anarchiste. Durant le grand massacre, il participa à l'activité des opposants. Ce fut lui



qui, le 7 novembre 1918, proclama l'un des premiers la République bavaroise, du haut d'une auto militaire, dans les rues de Munich. Elu au Conseil ouvrier de cette ville, il s'occupa de l'organisation de la défense de la Révolution. Il travailla avec les communistes, en opposition à la politique de concessions de Kurt Eisner.

Ses idées ayant évolué de l'anarchisme au communisme partisan de la dictature du prolétariat, Muhsam n'était plus d'accord avec Landauer, tout en demeurant son ami. La réaction triomphante assassina Landauer et condamna Muhsam à quinze années de forteresse.

Judas, drame ouvrier en cinq actes, fut écrit par Muhsam en 1920, dans la prison d'Ansbach. Il a été joué sur plusieurs scènes allemandes avec un grand succès. Ce n'est point une de ces pièces enfantines où s'affrontent, d'une part des prolétaires doués de toutes les vertus, d'autre part des bourgeois pourvus de tous les vices, et qui finissent par l'apothéose de la faucille et du marteau. C'est une œuvre bien vivante, plus propre à inspirer d'utiles réflexions qu'un enthousiasme sans lendemain.

Elle se déroule en janvier 1918. Victorieuse à Brest-Litovsk, l'Allemagne prépare une offensive sur le front ouest. Mais, parmi les ouvriers, grandit l'opposition contre la guerre. Cette opposition finit par s'exprimer sous forme d'une grève générale. La grève proclamée à à Berlin gagne peu à peu, en dépit des mesures et des menaces de l'autorité, toutes les villes de l'empire.

Le premier acte de *Judas* met sous nos yeux les préparatifs de cette grève générale contre la guerre.

EXTRAIT DU PREMIER ACTE DE JUDAS

(La scène se passe le 28 *janvier* 1918, *au soir. Des ouvriers révolutionnaires sont rassemblés chez Klagenfurter, l'un d'entre eux, qui vient d'être récupéré par le Conseil de réforme. Il y a Schenk, jeune typographe tuberculeux, Lassmann, aveugle de guerre, Rund, soldat retour du front, Trotz, vieux militant du parti socialiste, etc. On s'entretient de la situation. Arrive Flora Severin, une étudiante, accompagnée de son ami, Rudolf Tiedtken, un homme de lettres.)*

FLORA *(encore sur le seuil).*

Camarades, il est heureux que je vous trouve rassemblés. Nous n'avons plus de temps à perdre. Berlin se soulève.

(Agitation générale, vive confusion.)

DIETRICH *(entendu à travers le bruit).*

Notre heure ! Maintenant, aux masses ! Dans la rue !

(Il va vers la porte.)

TROTZ *(l'arrête en chemin).*

Dietrich ! Tête d'enfant, malgré tes cinquante ans ! Pour l'instant, le mot d'ordre est : Rester ici ! Le mot d'ordre est : De la clarté d'abord !

SCHENK *(fortement).*

Du calme ! *(Silence général.)* Savez-vous des détails, Flora ?

FLORA

Une édition spéciale est parue. Tiedtken peut la lire.

TIEDTKEN *(tire la feuille de sa poche.)*

La voici. *(Il lit.)* « A la population ! Egarés « par des agents de l'ennemi et des meneurs « inconscients...

DIETRICH

Naturellement ! Les canailles !

BRAUN

Tais-toi donc, Dietrich !

TIEDTKEN

« ... les ouvriers de quelques entreprises « berlinoises ont abandonné le travail. Ils pré- « sentent au gouvernement cette revendication « insensée : offrir la paix à l'ennemi, et le « menacent d'instituer des conseils ouvriers...

SCHENK *(à Flora).*

Dieu merci ! Pas de demandes au sujet des salaires !

TIEDTKEN

« Conscients de leur devoir patriotique, la « grande majorité des ouvriers n'ont pas suivi « l'ordre frivole de proclamer la grève générale. « Avant tout, les représentants autorisés de « la classe ouvrière, le Parti socialdémocrate « et la Commission Syndicale, ont énergique-

« ment répudié toute connivence avec les éléments de trahison.

DIETRICH

Ah ! Ah ! Les voilà bien !

TIEDTKEN

« Il est vrai que l'étendue du mouvement ne « peut être encore exactement délimitée...

TROTZ

Ceci sonne déjà un peu mieux.

TIEDTKEN

« ... et que des foyers moins importants de « l'entreprise criminelle se sont allumés dans « d'autres localités, la plupart, cependant, « étouffés déjà dans le germe. On soupçonne « à bon droit que, dans notre ville aussi, « quelques personnes s'efforcent d'introduire « l'agitation et le mécontentement dans les « rangs de la population ouvrière. Ces per- « sonnes sont bien connues des autorités...

MARIE

Steffi, est-ce que tu crois cela ?

KLAGENFURTER

Du calme, ma chère. Ce sont des procédés d'intimidation.

TIEDTKEN

« ... Confiant dans le sang-froid éprouvé et « le sentiment patriotique de nos ouvriers, « j'avertis que toute participation à la prépa- « ration d'un complot sera réprimée de la « façon la plus sévère. Le peuple allemand « mène depuis trois ans et demi une lutte « héroïque pour se défendre contre un monde « d'ennemis. Les exploits sans pareils de nos « *feldgrau*, ont délivré de la terreur de l'inva- « sion les frontières de la patrie que nous « aimons par-dessus tout. Le colosse russe gît « à terre, écroulé...

DIETRICH

Et ils le piétinent, à cette heure, ils le pillent, les canailles !

BRAUN

Silence ! Nous voulons entendre.

TIEDTKEN

« ... Les actions héroïques de nos sous-marins « sont sur le point de contraindre à s'agenouiller « notre adversaire le plus faux et le plus méchant, « la perfide Albion. Un peu de temps encore à « persévérer et tous nos ennemis seront abattus. « Nous obtiendrons une paix qui satisfera « l'honneur et la sécurité de l'Allemagne et « assurera définitivement l'existence du peuple « allemand. En ce moment, il importe de ras- « sembler jusqu'aux dernières forces. Qui fait « grève à cette heure arrache le fusil des mains « de nos braves troupes et commet une trahison « envers la patrie. En conséquence, j'interdis « toute grève, tout rassemblement dans la rue, « toute réunion non annoncée par écrit qua- « rante-huit heures à l'avance. Quiconque, à « l'usine ou ailleurs, provoquera à la grève, « distribuera des tracts, prononcera des discours « excitateurs, répandra de fausses nouvelles, « transgressera mes ordres de façon ou d'autre, « sera poursuivi pour trahison et arrêté sur-le- « champ. Contre tout attroupement séditieux, « il sera fait, sans aucune réserve, usage des « armes.

« *Le général commandant*,

« Baron DE LYCHENHEIM. »

DIETRICH

Qu'ils y viennent, les chiens !

SCHENK

Oui, mais il nous faut d'abord savoir ce que nous avons à faire.

FLORA

Continue à lire, Rudolf. Il y a encore quelque chose.

BRAUN

Je suis curieux de le connaître.

TIEDTKEN *(lisant)*.

« Camarades ! Ouvriers et ouvrières orga- « nisés !...

FAERBER

Quoi ? Du même journal ?

TIEDTKEN

Directement, à la suite... Je continue : « Le « Parti socialdémocrate et le Cartel des Syndicats « libres condamnent de la façon la plus formelle « la tentative d'ouvriers égarés ou abreuvés « par des sources impures...

TROTZ

Inouï !

TIEDTKEN

« ... de frapper dans le dos, au moment où « la décision victorieuse de la guerre s'annonce « prochaine, les prolétaires luttant sur le front. « Nous supplions instamment les camarades « d'observer la discipline prolétarienne, de ne « pas se laisser entraîner par des excitateurs « irresponsables, vraisemblablement à la solde « de l'Entente...

FAERBER

Encore une fois !

DIETRICH

Les chiens !

TIEDTKEN

« ... à des actes arbitraires, et de dénoncer « immédiatement tout individu qui entreprendra « de fomenter le désordre...

DIETRICH

Bande de truies ! Il faudrait les assommer !

KLAGENFURTER

Silence, donc !

TIEDTKEN

« ... Prolétaires ! Le gouvernement allemand « a prouvé qu'il était disposé à terminer la guerre « aussi tôt que ce serait possible. Son offre de « paix aux ennemis a pourtant été repoussée « avec dédain et sarcasme. Par suite, il nous « faut tenir encore un court laps de temps. « Après la guerre, le temps viendra où nous

« aussi, ouvriers, nous ferons valoir nos reven-
« dications. A cette heure, pas de discorde
« entre Allemands ! La classe ouvrière elle-même
« en supporterait les conséquences. Ayez con-
« fiance dans les chefs autorisés du prolétariat,
« — c'est la voie la plus sûre et la plus rapide
« pour aboutir à la paix tant désirée.

« *Le Parti socialdémocrate,*
« Par ordre, GERHARD WEBER.

« *Le Cartel des Syndicats libres,*
« Par ordre : JAKOB TANN. »

SCHENK *(après avoir marché, allant et venant, excité, les mains derrière le dos).*

Nous n'avons pas de temps à perdre. Dans trois jours, tout doit être arrêté, trois jours au plus tard.

DIETRICH

Dans trois jours ?... Demain matin !

TROTZ

Comment donc veux-tu y arriver, jeune homme ? Il faut être bien organisés. Peut-être y parviendrons-nous, d'ici à après-demain.

FLORA

Un instant encore. Il y a des télégrammes affichés au journal. On estime le nombre des grévistes de 100 à 150.000.

SCHENK

S'ils admettent ce chiffre, il y en a 500.000.

FLORA

A Leipzig, à Halle, à Francfort et dans le Bassin de la Ruhr, des mouvements sont en train.

FAERBER

Les mineurs ! Bravo !

FLORA

Partout l'état de siège renforcé.

DIETRICH

Bande de lâches !

BRAUN

On ne parle pas d'intervention militaire ?

FLORA

Non... il ne semble pas encore...

DIETRICH

Qu'ils prennent garde ! Les soldats ne tirent pas sur leurs frères !

TROTZ

En es-tu si sûr ?

ROSA

Fritz croit...

TIEDTKEN

C'est vrai... qu'est-ce qu'ils pensent, monsieur Rund ?

RUND

Les recrues tireront, je le crois fermement.

FAERBER

Vous, les anciens, ne pouvez-vous les en détourner ?

RUND

C'est difficile à dire. Personne n'ose. Aussi, que se passera-t-il ?... Camarade Schenk, vous deviez, du reste, nous exposer aujourd'hui votre plan, pour un pareil cas.

SCHENK

Voici comment je vois la chose. Tout d'abord, nous employons des tracts, de simples feuilles volantes... A quelle date sommes-nous ?

ROSA

Le 28 janvier.

SCHENK

Bon, il faudrait que nous puissions agir après-demain déjà. On ne peut savoir ce qui se passera à Berlin d'ici là... Flora, vous les écrirez.

FLORA

Tiedtken ne pourrait-il le faire ?

SCHENK

Non, vous ! Je n'ai personnellement nulle méfiance envers vous, monsieur Tiedtken. Mais vous êtes un écrivain, vous êtes un intellectuel.

FLORA

Et moi, je suis étudiante... n'est-ce pas aussi une intellectuelle ?

SCHENK *(fanatiquement).*

Vous ! Non, vous nous appartenez ! Vous avez... quelque chose à part. Vous êtes une prolétaire !

FLORA *(lui tendant la main).*

Je l'espère.

TROTZ

C'est vrai. C'est décrété dès le berceau, quand même il serait de soie. Ça ne peut pas s'apprendre... Ne prenez pas cela en mauvaise part, monsieur Tiedtken.

TIEDTKEN

Je pensais pourtant... mes convictions...

BRAUN

Vous pourrez les prouver un de ces jours.

KLAGENFURTER

Mais à la question, maintenant !

SCHENK

Alors, écoutez. Les tracts très courts. Les déceptions de la guerre. Brest-Litovsk. Le pillage de la Russie révolutionnaire. Berlin. Le devoir de solidarité. Dans la rue ! J'imprimerai ça à mon atelier, la nuit.

DIETRICH

Et demain nous distribuerons les feuilles.

FAERBER

Et tout de suite tu seras coffré.

SCHENK

Sottise ! Chacun en prend un petit paquet et l'éparpille à l'atelier, avant le travail, ou durant le casse-croûte. Personne ne doit savoir d'où viennent les feuilles. Après la distribution, il ne faut pas qu'on en ait plus d'une sur soi. Est-ce que ça va ?

FISCHER

C'est facile.

SCHENK

Bon. Tu es un homme calme, Fischer, tu peux en juger. Cela se passe demain. En outre, il

faut que chacun, à la pause de midi, ou même de grand matin, avant le travail, à quelques camarades absolument sûrs....

TROTZ

Absolument sûrs, Dietrich !

DIETRICH

Mais il n'est pas nécessaire que tu me le dises.

KLAGENFURTER

C'est que, souvent, il t'arrive d'être trop confiant.

DIETRICH

Moi ?... Vous apprendrez à me connaître !

FLORA

Continuez, Schenk !

SCHENK

Donc... il vous faut faire en sorte que toutes les entreprises les plus importantes soient travaillées par des gens complètement sûrs, au moyen des tracts. Il vous faut, dès ce soir, vous mettre en course pour rechercher les camarades en question. Il faut que tout le monde ensemble...

BRAUN

Oui... et alors ?

SCHENK

Ecoutez seulement... Voici le plus important : il nous faut Seebald. Personne ne peut le remplacer.

FAERBER

Pourvu que tu ne te trompes pas sur ce point.

SCHENK

C'est un savant célèbre. S'il fait cause commune avec les ouvriers, cela produira sur tout le monde une impression puissante... Il faut qu'il soit avec nous dans la rue.

DIETRICH

Oui, dans la rue ! C'est le principal !

FLORA

C'est aussi mon avis. Il faut une grande manifestation... un défilé serré, avec des drapeaux rouges...

MARIE

On tirera sur vous.

FLORA

Madame Marie, il faut que nous autres, femmes, animions les hommes et non que nous les découragions. Au front aussi, on tire dessus.

SCHENK *(tout près d'elle).*

C'est beau, ce que vous dites... c'est bien.

ROSA

Cette nuit, je vais coudre des rosettes rouges.

KLAGENFURTER

C'est juste, des églantines. Miezl, pour toi aussi, il y a là du travail.

MARIE

Il faut pourtant que je fasse ma layette.

KLAGENFURTER

Est-ce que, maintenant, tu ne veux plus rien faire pour notre cause ?

TROTZ

Non, laisse-la. Il faut que le petit soit bien reçu. Marie travaille pour l'avenir... Chacun à sa place, selon notre devoir.

FLORA

Dépêchons, camarades, dépêchons ! Voici le soir. Il faut nous mettre à la besogne !

SCHENK

Demain matin, la « Ligue des Hommes Nouveaux » se réunit à la « Hutte ». J'irai parler à Seebald. Il doit marcher à notre tête.

LASSMANN *(se levant, extatique).*

Non... Non ! J'irai en tête. Je veux porter le drapeau rouge. Je veux conduire les ouvriers... Moi !... Ce sera comme si je revoyais le soleil...

TROTZ

Oui. C'est lui qui doit aller en avant. C'est à l'aveugle à voir le premier la paix et la liberté.

KLAGENFURTER

Il se fait sombre. Y a-t-il du pétrole dans ta lampe, femme ?

MARIE

Oui, assez pour aujourd'hui... Et demain j'en toucherai d'autre.

(Klagenfurter allume la lampe, dont la lumière trouble devient peu à peu plus claire, à mesure que disparaît celle du jour.)

FLORA

Puis-je écrire les tracts ici, tout de suite ?

MARIE

Certainement. Mais il faut que j'aille chercher à souper, et Stéfan ne vous dérangera pas.

KLAGENFURTER

Moi ? Crois-tu donc que je reste au logis ? Je vais avec toi, Braun. En chemin, nous nous répartirons les camarades à visiter. J'irai d'abord chez Thielmann, puis chez Schulz.

(Départ général. On en voit qui, dans l'obscur coin du lit, mettent leur pardessus. Les voix se mêlent.)

SCHENK

Je passerai la nuit à travailler à l'imprimerie. On pourra venir prendre les feuilles demain matin, chez moi, à six heures.

ROSA *(à Rund).*

Si tu n'as rien à faire pour l'instant, tu pourrais m'accompagner et m'aider.

(Tous deux s'en vont.)

MADAME LASSMANN

Prends garde, Ernst... Arrive... C'est ça... Voici mon bras.

(Elle sort avec lui.)

(Au milieu d'une bruyante conversation, Braun, Fischer et Klagenfurter sortent.)

TROTZ

Est-ce que vraiment, dans mes vieux jours, je connaîtrai encore la joie !

FLORA

Il faut que cela réussisse, camarade Trotz !

SCHENK

Il faut que cela réussisse !

DIETRICH

Nous allons leur montrer, à ces chiens !

TROTZ

Viens, maintenant ! Nous accompagnes-tu, Schenk ?

SCHENK *(avec un coup d'œil vers Tiedtken).*

Je ferais aussi bien. Quand puis-je venir chercher le manuscrit ?

FLORA

Dans une demi-heure au plus tard.

(Schenk s'apprête à partir).

MARIE

Je m'en vais aussi, maintenant. Fait-il froid dehors ?

FLORA

Pas trop. Mais soyez prudente. Il pourrait y avoir du verglas. Rudolf, tu pourrais accompagner Mme Klagenfurter.

TIEDTKEN

Ne dois-je pas t'attendre ?

FLORA

Non. Après, j'aurai à causer avec Schenk.

SCHENK *(déjà sur la porte).*

Je reviendrai bientôt.

(Il sort, avec Trotz et Dietrich.)

MARIE *(à Tiedtken).*

Un instant.

(Elle sort, fermant la porte derrière elle.)

TIEDKEN

TIEDTKEN *(ayant mis son manteau).*

Tu es singulière à mon égard, Flora.

FLORA

Mon cher, c'est la Révolution qui est dans l'air.

TIEDTKEN

Est-ce donc que tu te défies de moi ?

FLORA

Ton honorabilité n'est pas en question. Mais tu dois bien remarquer qu'à tous les camarades tu fais l'effet d'un intrus. Réellement, tu n'es pas des leurs.

TIEDTKEN

Mais, jusqu'ici ?... Toi, du moins...

FLORA

Jusqu'ici, tu as été un charmant jeune homme. Et je ne suis qu'une femme.

TIEDTKEN

Tu ne veux plus rien savoir de moi ?

FLORA

Rudolf, tu poses des questions dignes d'un élève de première. Il s'agit maintenant du peuple, du prolétariat... Voyons, tu ne comprends rien à cela. Tu ne sais pas ce que c'est. Tu ne connais que les mots et tu jouis de ma compagnie comme d'un spectacle. Tu es un esthète, un littérateur... Je suis de l'autre monde.

TIEDTKEN

Mais, pourtant, tu m'as aimé !

FLORA

Oui, Rudi... c'est vrai. Cela a duré jusqu'à cette heure. Mais ce qui arrive a besoin de moi toute entière. Je ne dois plus laisser mon corps et mon esprit mener une existence différente.

TIEDTKEN *(allant vers elle).*

Flora ! Donne-moi un baiser !

FLORA *(s'échappant).*

Laisse ça, je te prie.

MARIE *(entre, enveloppée d'une large cape qui dissimule tant soit peu son état. Elle a un fichu sur la tête).*

Voilà... Je suis si grosse... Voici du papier et de quoi écrire. *(Elle prend dans la commode un sous-main, un encrier et du papier.)* Au revoir !

TIEDTKEN *(conduisant Marie vers la porte).*

Au revoir, Flora !

(Il sort.)

FLORA *(indifférente).*

Adieu, Rudolf !

(Elle se détourne.)

(Elle fait quelques pas dans la chambre, allant et venant, s'arrête à la fenêtre. Elle prend dans sa poche un étui à cigarettes et des allumettes. Elle allume une cigarette. Ayant fait quelques pas encore, elle se dirige résolument vers la grande table, s'assied, le visage du côté du public, et écrit. Au bout de peu de temps, bruit de marche. On frappe.)

FLORA

Entrez !

SCHENK *(entrant).*

Est-ce que je viens trop tôt ?

FLORA *(riant).*

Jusqu'ici, il n'y a que le titre.

SCHENK *(hésitant).*

Dois-je repasser plus tard ?

FLORA

Non. Nous avons à causer.

SCHENK

Je le crois aussi.

(Il tousse.)

FLORA

Etes-vous malade, Schenk ?... Ah ! Dieu, la cigarette !

SCHENK

Non, je vous en prie, fumez. Ca ne durera qu'un instant. *(Il tousse et lutte visiblement contre l'accès de toux.)* J'aime à voir fumer. Cela vous va bien.

FLORA

Vraiment ? Asseyez-vous près de moi.

SCHENK *(jetant son pardessus sur le lit.)*

Venez à l'autre table. *(Ils s'asseyent à la table ronde.)* Comment jugez-vous la situation ?

FLORA

Nous n'avons pas le droit d'être pessimistes.

SCHENK

Mais l'êtes-vous ?

FLORA

N...on ! Seulement, je ne crois pas au succès pour le moment.

SCHENK

Et, malgré cela, vous voulez mettre en mouvement les masses ?

FLORA

Tout d'abord, il faut que le prolétariat éprouve sur son propre corps la haine que les dirigeants professent à l'égard des ouvriers. Auparavant, on ne pourra l'employer à rien.

SCHENK

Le sang coulera, Flora !

FLORA

Je le sais. C'est bien certain qu'ils tireront.

SCHENK

On emprisonnera les meilleurs.

FLORA

Sans doute.

SCHENK

Que vous êtes forte et vaillante !

FLORA

Il faut que nous restions ensemble, Schenk... Ecoutez-moi : le peuple est encore complètement aveugle pour tout ce qui se passe... La guerre est perdue pour l'Allemagne.

SCHENK

Un compromis n'est plus possible ?

FLORA

Plus, après Brest-Litovsk. La question se pose ainsi. La défaite viendra-t-elle de la révolution, ou la révolution de la défaite ? La révolution du désespoir, après les échecs militaires, serait le plus grand malheur du prolétariat. A l'étranger, on ne prendrait pas au sérieux notre révolution, et dans le pays on chercherait à nous repaître de petites réformes.

SCHENK

Le pire serait que nous les laissions encore tenter leur offensive sur le front ouest. S'ils réussissaient à percer, la guerre durerait encore des années.

FLORA

Et la populace s'y laisserait encore prendre. Elle arborerait des drapeaux, souscrirait aux emprunts de guerre, crierait hourra pour l'empereur et Hindenburg. Il n'y a qu'une voie... celle qu'ont prise les Bolcheviks. Il faut que la guerre soit sabotée par la révolution. Il faut que le peuple allemand arrache par la force la défaite.

SCHENK

Mais ne nous imposera-t-on pas un Brest-Litovsk ?

FLORA

Dans le cas seulement où nous serions d'abord vaincus militairement. Alors, l'impérialisme de l'Entente pourra faire ce qu'il voudra de l'Allemagne. Le prolétariat n'aura pas grand intérêt à l'en empêcher... tout au moins si nous laissons s'accomplir actuellement la razzia contre la Russie. Ayant commencé la guerre, le capitalisme la mènera jusqu'au bout, et le vainqueur dévorera le cadavre du vaincu. Cela se comprend tout seul.

SCHENK

L'Allemagne donne bien l'exemple elle-même.

FLORA

Mais si nous mettons fin à la guerre par l'insurrection, alors les vainqueurs se garderont d'imiter l'exemple que l'Allemagne leur donne à cette heure.

SCHENK

Leurs prolétaires ne le leur permettront pas.

FLORA

Certainement non. Alors ce ne serait plus, pour l'impérialisme de l'Entente, qu'une victoire sans victoire, et la révolution éclaterait dans tous les pays.

SCHENK

La révolution mondiale ?

FLORA

La révolution mondiale... et la victoire du socialisme, du communisme. Tout dépend du prolétariat allemand.

SCHENK

Cependant, vous ne croyez pas au succès ?

FLORA

Pas pour cette fois. Il faut que vienne une véritable révolution, et non la tentative d'une minorité étouffée dans le germe. Mais même si nous sommes vaincus, l'impression sera la même. Le peuple a besoin de la leçon.

SCHENK

Vous pensez donc qu'un vrai soulèvement va se produire ?

FLORA

J'ai moins peur des soldats... que des chefs ouvriers.

SCHENK

Oui, c'est le poison dans le corps du prolétariat allemand.

FLORA

Si nous réussissions à faire sauter le parti social-démocrate et les syndicats, alors nous aurions gagné... même si nous avons l'air d'être vaincus.

SCHENK

Il nous faut des conseils... des conseils de soldats et d'ouvriers.

FLORA

Je vais aussi poser cette revendication dans les tracts... Maintenant, il est de la plus grande importance que nous tenions tous les chefs de partis à l'écart du mouvement.

SCHENK

Pour cela, il suffira que Seebald soit en tête.

FLORA

Ce serait une bonne chose. Mais il est... pacifiste, tout au plus. Il prêche les idées de Tolstoï. Je crains, Schenk, que ce ne soit qu'un prédicateur !

SCHENK

Non... non ! Il faut que nous lui causions. Nous l'amènerons à nous.

FLORA

Y gagnerons-nous grand'chose, pourtant, s'il dit aux masses : Bas les armes !... Nous avons besoin d'un homme qui leur crie : Aux fusils !

SCHENK *(lui prenant les mains).*

Oui... oui. La grève ne sert à rien si elle ne mène à l'insurrection. *(Réfléchissant.)* Le tout est de savoir d'abord si nous aurons Seebald dans la rue. Si nous l'y amenons, nous pourrons aussi le contraindre à agir.

FLORA

Comment... contraindre ? Il conseillera une manifestation passive.

SCHENK

Et si les autres sont actifs ? Son ami Lechariov a pris part au mouvement, en Russie, en 1905. Il le poussera.

FLORA

Il y a des natures chrétiennes.

SCHENK *(brusquement).*

Si seulement j'étais un peu mieux portant, je m'engagerais comme volontaire, pour être avec les soldats quand on les enverrait contre les ouvriers.

FLORA

Contre les ouvriers ?

SCHENK

Mais oui... Pour, au moment décisif, passer de l'autre côté.

FLORA

Il vous faudrait auparavant constamment jouer la comédie ?

SCHENK

Quand même ! *(Réfléchissant.)* Peut-être n'aurais-je jamais dû faire connaître mes convictions.

FLORA

Ne jamais les faire connaître ?

SCHENK

Travailler en alliance avec l'ennemi... et alors...

FLORA

Le trahir ?

SCHENK

Oui ! L'ennemi apprend à agir... Il se peut que Seebald lui-même ne soit amené au devoir que par l'ennemi : si celui-ci s'attaque à sa propre personne.

FLORA

Ils ne le feront pas... Même en Russie, on n'a pas touché à Tolstoï.

SCHENK

Je sais. Seebald est l'idole de la foule... et sa renommée est mondiale. Un savant... un philosophe...

FLORA

A lui, ils n'oseront pas toucher. La bourgeoisie cultivée se lèverait aussi, pour lui... Les étudiants...

SCHENK

C'est en ceux-ci que j'ai le moins de confiance. Mais n'importe... Si l'on ne peut faire autrement, il faut que Seebald soit sacrifié.

FLORA

Sacrifié ?

SCHENK

C'est-à-dire qu'il doit être placé au poste le plus dangereux... Et il faut que lui-même appelle à la révolte. Alors, lui aussi ils l'empoigneront.

FLORA

Vous aimez pourtant Mathias Seebald ?

SCHENK

Moi ?... A toute minute, je suis prêt à mourir pour lui. C'est un homme magnifique, le plus pur et le meilleur. Il est mon idéal, mon maître.

FLORA

Et vous voulez le sacrifier ?

SCHENK

Si la cause l'exige... naturellement !

FLORA *(s'est levée et lui caresse les cheveux).*

Il n'y aurait pas de crime que vous refusiez à la révolution, Raffael ?

SCHENK

Ce qui sert la révolution... comment pourrait-ce être un crime ?

FLORA

Tu es un homme entier. Nous resterons ensemble.

SCHENK *(lui saisissant les mains).*

Nous le resterons !... Flora !... Je veux être ton ami, que tu fasses de moi ce que tu voudras !

FLORA

Et complète confiance... partout et toujours ?

SCHENK

Complète confiance !... Une chose seulement. Ce n'est pas de l'égoïsme...

FLORA

Parle donc !

SCHENK

Flora, si tu as aimé Tiedtken... c'est ton affaire. Mais... il ne doit pas être ton camarade.

FLORA

J'ai renvoyé Rudolf.

SCHENK

Tout à fait ?

FLORA

Oui... Es-tu content ?

(Elle lui baise le front).

SCHENK *(l'attirant à lui).*

Je t'aime déjà depuis longtemps... longtemps.

FLORA *(se dégageant doucement).*

Nous concluons l'alliance...

SCHENK

Pour la vie ?

FLORA

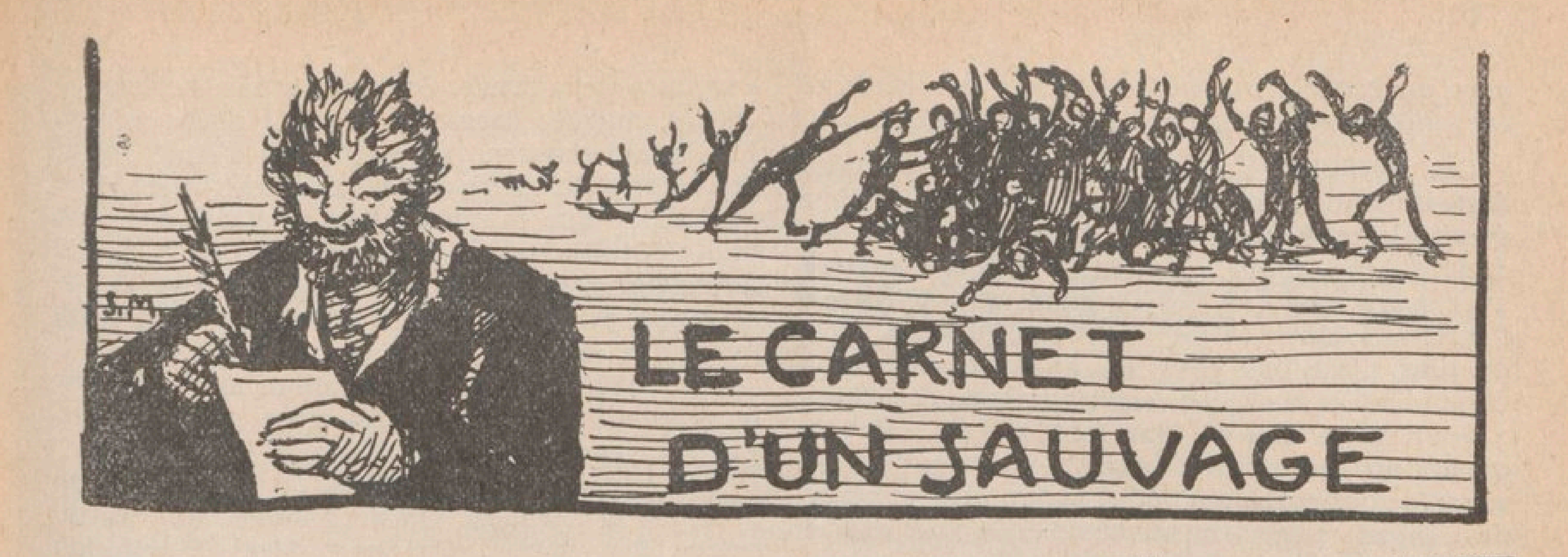
Pour l'action, Raffael !

SCHENK

L'action !...

Erich MUSHAM.

(Traduction de G. Airelle)



La défense de M. Scelle

Pour un peu on aurait mobilisé les ouvriers parisiens en l'honneur de M. Georges Scelle ! Pensez donc, un professeur républicain ne pouvait arriver à faire son cours à la Faculté. Le fascisme, maître du Quartier Latin, l'en empêchait.

Le malheur, pour M. Scelle, c'est qu'il vient de personnifier non pas l'esprit républicain, mais tout bonnement le favoritisme et l'arrivisme. Chef de cabinet du ministre du Travail, au moment où le bateau ministériel fait eau il songe à se caser ; il ne veut pas être venu pour rien, il se fait nommer à la Faculté de Paris.

On ne blanchit pas le personnage en disant que ce n'est pas le premier cas de favoritisme, qu'il y en a eu au temps du Bloc National. Je pense bien qu'il y en a eu! Mais qu'il soit blanc ou rouge, le favoritisme est toujours le favoritisme, et la première préoccupation des associations de fonctionnaires, le premier balbutiement, pourrait-on dire, du syndicalisme des fonctionnaires, a été la lutte contre le favoritisme.

Les réactionnaires, les royalistes ont exploité ce cas ; ils ont fait un boucan du diable avec l'affaire Scelle. Le gouvernement peut dire qu'il leur avait fourni là un excellent prétexte ; ses ennemis en ont profité comme ils savent profiter de toutes ses fautes.

Pourquoi les étudiants républicains, pourquoi les étudiants révolutionnaires, qui parlent de récents cas de favoritisme au bénéfice de professeurs réactionnaires, ont-ils laissé passer des cas précédents sans protester, sans mettre en branle leurs organisations d'étudiants ?

Celles-ci ont parlé beaucoup ces jours-ci de défense corporative ; c'est un langage nouveau pour elles, au moins pour l'Association générale des Etudiants. Elles ont recouru à la grève générale, tout comme des syndicats ouvriers.

La défense corporative et la pratique de la grève générale pourraient bien jouer un bon tour aux dirigeants réactionnaires des étudiants. Les étudiants qui réfléchissent — mais il paraît que la vie intellectuelle n'est pas très active au Quartier Latin — ne manqueront pas de tirer de cet épisode de la lutte contre le favoritisme qu'ils viennent de vivre des conclusions un peu plus générales que les cris de : « A bas Scelle ! ... le Roi ! » Il est bien certain que le roi ferait fleurir les Scelle, puisque la royauté suppose une armée de courtisans.

L'unité syndicale en recul

Le Congrès interconfédéral d'août, pour le rétablissement de l'unité, s'annonce assez mal, après le dernier Comité national de la C. G. T. On a même dit que la résolution votée marquait un recul de l'unité.

Non, elle ne marque pas de recul. Pour reculer et perdre du terrain, il faut en avoir gagné. Or, depuis la scission de 1921, la C. G. T. n'a pas encore fait un pas vers l'unité.

La résolution du dernier C. C. N. ne dit rien qui ne soit dans celle du Congrès de Paris d'il y a deux ans. Rien d'essentiel en tout cas, parce que le couplet sur les cellules d'usines, rayons et comités d'usines est un hors-d'œuvre. Le plat substantiel, c'est l'idée que l'unité ne peut se faire que par la rentrée des syndiqués de la C. G. T. U. dans les organisations de la C. G. T., par la rentrée en vaincus et repentants, par la capitulation et non par la fusion.

Cela signifie que les dirigeants de la C. G. T. ne veulent *pas de l'unité*. Personne ne s'y trompe.

Leur dernière résolution redit sur un ton plus flambard ce qu'ils ont toujours dit. Si le ton s'est haussé cela tient à ce qu'ils s'imaginent que la C. G. T. U. est à bout de souffle. C'est ainsi qu'ils interprètent les propositions répétées d'unité qui leur sont faites. Pourquoi se gêneraient-ils, d'ailleurs, quand ils savent ce que certains dirigeants du parti racontaient hier sur la dissolution de la C. G. T. U.

Ce qui m'a le plus frappé n'est pas dans la résolution ; on l'a réservé sans doute pour un autre lieu et pour une autre juridiction, pour une résolution prise, celle-là, par l'Internationale d'Amsterdam même. Je veux parler de la menace d'exclusion faite aux Anglais par Jouhaux.

« Si les Trade Unions, a-t-il déclaré, décidaient de passer par-dessus la F. S. I. et de ne tenir aucun compte des décisions auxquelles elles se sont d'ailleurs associées, si elles voulaient convo-

quer un congrès international, elles se mettraient elles-mêmes en dehors de l'Internationale. »

Ces formules, nous les avons déjà trouvées dans la même bouche, en 1921, avant la scission syndicale en France. Est-ce que Jouhaux et ses amis d'Amsterdam s'imaginent pouvoir mettre avec tant d'aisance les Anglais à la porte de l'Internationale ? Une exclusion, une scission de plus n'est pas pour les effrayer, bien sûr. Cependant le morceau serait bien gros, cette fois.

Jouhaux a trouvé plus fort que lui. Il y a quelqu'un qui n'attend pas la convocation du congrès international pour voir une rupture des Anglais avec Amsterdam ; il la voit dès le moment de la constitution du Comité anglo-russe. Dans la *Vie Ouvrière* du 20 mars, Berlioz, le secrétaire du Bureau latin de l'I. S. R., écrit textuellement ceci : « La constitution du Comité anglo-russe d'unité syndicale internationale serait une véritable rupture avec la F. S. I. »

Berlioz rêverait-il de voir les Anglais sortir d'Amsterdam, tandis que Jouhaux pense à les en chasser ?

Les Anglais ne sortiront ni ne seront chassés ; on ne les voit pas quittant l'Internationale d'Amsterdam. Ni le Comité anglo-russe ni le Congrès international d'Unité ne peuvent signifier une rupture avec Amsterdam. Loin de rompre, c'est le moment de renforcer les liens. Les Trade Unions ont la présidence de l'Internationale d'Amsterdam ; qu'elles l'utilisent donc à gagner les autres organisations à la cause de l'unité sans vainqueurs ni vaincus, selon la formule de Fimmen.

Les prochaines charrettes

On avait parlé beaucoup de « normalisation » au dernier congrès du parti communiste, et normalisation voulait dire fin des exclusions.

Il est vrai que dire et faire sont choses distinctes. En même temps qu'on parlait ainsi, on se livrait à la plus triste des exclusions. Soyez tranquille, ce n'est pas de la mienne que je parle, ni de celles de Rosmer et Delagarde. Je pense à l'exclusion de Lemire, l'un des soldats emprisonnés à Mayence pour avoir fraternisé avec les ouvriers allemands. Il avait refusé de prendre position contre nous. Doriot le lui a fait payer de son exclusion des Jeunesses et du Parti.

Il était logique, du moment qu'on nous avait trouvés indignes du Parti, de ne plus en trouver dignes les camarades qui ont tenu à former le « noyau » de la revue. On ne les a pas tous exclus encore, mais le dernier n'en vaut guère mieux. Et l'avant-dernier, Antonini, qui s'était réjoui de voir sa cellule refuser son exclusion, — et même proclamer que la *Révolution Prolétarienne* est une véritable revue communiste que le parti devrait non boycotter, mais subventionner — a appris par l'*Humanité*, quelques jours après, que cette cellule était dissoute.

Le centre a voulu faire exclure nos amis par leurs cellules. Quand celles-ci ne s'y sont pas prêtées, leur compte a été bon.

La charrette des membres du « noyau » ne sera pas la dernière. On en annonce une autre, même des autres. Qui *on* ? Mais le citoyen Treint.

Dans un article de la *Correspondance internationale* (21 février) sur le congrès de Clichy, dit congrès de bolchévisation du parti français, il traitait carrément la droite de fraction contre-révolutionnaire.

Vous ne voudriez pas que des éléments contre-révolutionnaires soient gardés au sein du parti !

Mais il séparait nettement Loriot de la droite, gardant peut-être l'espoir de le circonvenir, peut-être aussi trouvant que la charrette serait suffisamment remplie sans lui.

Aux autres, à Dunois, à Mahouy notamment, il expliquait ce qu'ils avaient à attendre de la « normalisation » :

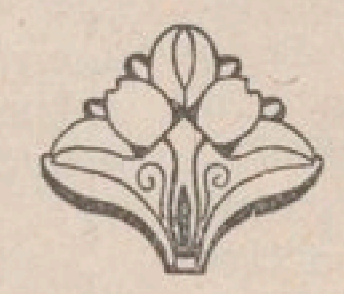
« *La normalisation ne signifie nullement que seront tolérées les attaques anormales de quelques ennemis conscients du parti, de l'Internationale et du léninisme, qui sont demeurés parmi nous... Les tentatives ennemies des leaders fractionnels de droite seront impitoyablement combattues sur le terrain idéologique comme sur le terrain de l'organisation.* »

Loriot a refusé de se laisser couper de la prétendue droite. Il montera donc dans la prochaine charrette. Les occupants n'auront qu'à se serrer un peu, que diable !

C'est par ce moyen qu'on espère arrêter le nouveau courant de désapprobation qui passe à travers les cellules et les rayons contre les pratiques de la direction du Parti. On l'arrêtera peut-être. Mais trois mois après, un autre courant plus fort se formera.

Loriot exclu, que resterait-il de l'ancien Comité de la IIIe Internationale dans les rangs du Parti ?

P. MONATTE.



Après la grève de Douarnenez

Une grande grève comme celle de Douarnenez est riche d enseignements. Mais ils sont enfouis ; il faut les dégager, sous peine d'en perdre le bénéfice.

Allot ajoute aujourd'hui quelques pages à sa remarquable monographie ; il examine deux ou trois points, les plus importants il est vrai. L'un, qui a trait à la stratégie des grèves de sardinières, l'autre à la méthode de conduire les grèves. Ce dernier provoquera sans doute des discussions ; on a dit dans certains milieux que la grève de Douarnenez inaugurait une nouvelle méthode quant à la manière de conduire les grèves. S'il y a eu effectivement à Douarnenez emploi d'une méthode nouvelle, appelée à avoir d'autres applications, il est indispensable de se demander en quoi elle consiste et quels sont ses avantages ou ses désavantages.

Je voudrais en outre signaler plusieurs autres enseignements de la grève de Douarnenez qu'Allot n'aborde pas.

La grève de Douarnenez a attiré l'attention sur le fait que de nombreuses catégories d'ouvrières et d'ouvriers touchaient des salaires extrêmement bas, de véritables salaires de misère, entraînant une sous-alimentation certaine et un véritable esclavage moral. Godonnèche a eu raison d'écrire, le mois dernier, que le mot d'ordre des vingt francs par jour était sorti de la grève de Douarnenez. Il est donc nécessaire de rechercher, de recenser par tout le pays les corporations qui subissent des salaires de misère, si l'on ne veut pas que le mot d'ordre confédéral reste vain.

Dans ses premières remarques, Allot examine deux questions distinctes : 1° le choix du meilleur moment pour une grève de la conserve ; 2° la nécessité d'étendre l'action à toutes les usines des patrons comme Amieux, Saupiquet, Béziers, ayant 16, 10, 11 usines dans différents ports de l'Atlantique.

Il est clair que si une seule de ces usines se trouve en grève et que les autres continuent le travail, la résistance de ces patrons sera facile. D'où le besoin de travailler à organiser les ouvrières de la conserve sur toute la côte de l'Atlantique. La Fédération de l'Alimentation l'a compris ; elle vient à cet effet de faire une tournée de propagande ; prochainement un congrès de toute l'industrie côtière de la conserve doit se tenir à Douarnenez.

La solidarité des divers centres sardiniers n'est pas seule à poursuivre. Le ministre de l'Intérieur, lors de l'interpellation du 15 janvier, a déclaré fièrement que les usiniers de Douarnenez avaient pu, dans le cours du mois de décembre, camionner à la gare 255 tonnes de conserves. La résistance du patronat aurait, sans nul doute, été affaiblie s'il n'avait pu, au cours de la grève, disposer de ses stocks et les expédier à sa clientèle. Empêcher l'expédition de ces 255 tonnes de conserves aurait été un facteur de succès pour les grévistes. Mais comment l'empêcher ? Il y avait deux moyens : soit par la grève des camionneurs ou l'arrêt du camionnage dans Douarnenez, mais, en ce dernier cas, le gouvernement radical-socialiste de M. Chautemps n'aurait pas manqué de mettre la troupe à la disposition des patrons pour assurer la liberté du commerce, d'où conflit violent, dans les rues de Douarnenez, entre les grévistes et les forces de police et de troupe ; soit enfin par la solidarité des cheminots, refusant d'assurer l'expédition de ces centaines de tonnes de conserves. La solidarité ouvrière serait ainsi venue utilement au secours des grévistes.

La solidarité financière seule s'est exercée. C'est bien, ce n'est pas assez. Une solidarité plus complète doit être envisagée à l'avenir.

Cette solidarité financière a été exercée par la classe ouvrière, par d'autres milieux encore, puisque le *Quotidien* a ouvert une souscription. Le gouvernement lui-même a accordé des secours aux familles des grévistes. Le gouvernement l'a fait en même temps qu'il révoquait Le Flanchec de ses fonctions de maire et qu'il assurait aux patrons la liberté d'expédition de leurs stocks, simplement pour se donner un masque d'ami des ouvriers. Ce qui n'est pas compréhensible, c'est que ce soit Cachin, député communiste, qui ait contribué à accrocher ce masque au visage du gouvernement en lui rappelant les promesses de secours aux grévistes qu'il avait faites. Pour des communistes, la solidarité aux grévistes, c'était à la classe ouvrière seule de l'assurer.

Il faut que la notion de lutte de classe soit singulièrement obscurcie pour qu'on ne l'ait pas compris.

Obscurcie au point de ne plus rien démêler, la confusion commise à propos de l'agression sanglante des briseurs de grève le prouve mieux encore. On a voulu voir là un attentat fasciste. Comme si les patrons avaient attendu le fascisme pour soudoyer des briseurs de grève et pour

armer des assassins de militants ouvriers. Clavel et Orlianges ont vu du fascisme à Bizerte dans les fusillades de policiers et de soldats. « C'est grotesque », a dit un camarade tunisien. Ce n'est pas moins grotesque d'en voir à Douarnenez dans l'embauchage par Béziers des bandits de la rue Bonaparte.

Si c'est un attentat fasciste qui s'est produit le 1er janvier à Douarnenez, je ne comprends pas que Henriet n'ait pas été mis en accusation par le parti communiste pour avoir détourné la colère des grévistes. Depuis des mois on nous raconte qu'au premier attentat fasciste caractérisé une riposte décisive se produira : pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule ; et quand l'attentat se produit, quand toute une population est prête à exercer sa vengeance, on l'en détourne.

A la place d'Henriet, j'aurais probablement fait ce qu'il a fait. Mais parce que je ne vois pas dans l'opération de la bande à Raynier un attentat fasciste, mais un crime de briseurs de grève payés par les patrons, comme cela s'est produit dans maintes grèves.

C'est d'ailleurs cette explication enfantine qui a empêché de mener contre les coupables et les responsables la campagne et la lutte qu'il fallait. On a voulu exploiter contre Millerand l'attentat de Douarnenez ; mais on a ainsi couvert involontairement et stupidement les patrons de Douarnenez et leur chef, Béziers. C'est ce qui a permis au gouvernement et à ses juges de jouer le vilain jeu qui a abouti à la mise en liberté du chef de bande Raynier.

Pour terminer, je veux dire quelques mots à propos de la deuxième série de remarques d'Allot, celles qui ont trait à l'attitude prise par les communistes dans la grève.

L'été dernier, rencontrant Allot et quelques camarades bretons, je lui posai cette première question : « Toi qui connais bien le mouvement de Douarnenez, explique-moi donc comment il se fait qu'il y ait une municipalité communiste mais pas de syndicats. » Et Allot m'expliqua ce phénomène évidemment curieux. Il montra l'esprit révolté, le tempérament bouillant qui caractérisent depuis longtemps Douarnenez ; il rappela les luttes violentes du passé. « Douarnenez a toujours été le centre rouge de la côte. » Un tempérament révolutionnaire, mais pas d'esprit d'organisation. Des manifestations soudaines, mais pas de travail méthodique et tenace. Le marin, souvent en mer, aurait besoin d'administrateurs sédentaires sérieux ; il ne les trouve pas ou ne les garde pas. Il se contente de la forme la plus paresseuse et la plus vaine de l'esprit révolutionnaire.

Quand la grève éclata, il y avait donc une municipalité communiste, mais pas de syndicats. Que la mairie ait été le foyer de la lutte, c'était donc à peu près fatal.

S'il y avait eu des syndicats, c'est eux évidemment qui auraient constitué ce foyer.

Le parti communiste commettrait la plus grave des fautes s'il ne comprenait pas que son rôle consiste à aider la classe ouvrière à prendre conscience d'elle-même, à se forger ses institutions propres et non pas à la tenir en tutelle et à la mener comme un enfant qui ne saura jamais marcher tout seul. Eriger en système la méthode de Douarnenez ne peut sourire qu'à ceux qui n'ont aucune confiance dans la classe ouvrière. Un tel système aboutirait forcément aux pires mécomptes, aux défaites les plus certaines, car la lutte contre le patronat exige une classe ouvrière expérimentée et aguerrie.

P. M.

Remarques finales

L'historique de la grève des sardinières paru dans le numéro de janvier de la *Révolution prolétarienne* ne serait pas complet si nous n'apportions aujourd'hui, dans l'intérêt même du Syndicalisme, quelques remarques sur la stratégie des grèves de sardinières dans les ports de pêche et quelques précisions en particulier sur l'attitude du Parti communiste. Nous le ferons aussi objectivement que possible et ne citerons que des faits, que des paroles rigoureusement exacts.

Le meilleur moment pour une grève.

En novembre dernier, pas d'organisations syndicales chez les travailleurs de la conserve, d'où mouvement spontané de révolte contre les salaires de famine. Les sardinières, les manœuvres d'usine, sans préparation, sans se demander si le moment était bien choisi pour une grève et surtout pour une grève de longue durée, sortent brusquement de l'usine.

La grève s'est terminée par un succès ; malgré cela nous devons en tirer une leçon pour l'avenir.

Si dans les usines métallurgiques (boîtes vides) et la biscuiterie, le travail ne manque pas en novembre-décembre, il n'en est pas de même, bien souvent, dans les usines de conserves. Là c'est la période de chômage ou de demi-travail.

Pendant l'hiver, pas de pêche en dehors du sprat, qui ne donne pas toujours, et les patrons diminuent le nombre d'heures de travail des manœuvres. Dans certaines usines, même, on en renvoie ou on en occupe à divers travaux afin de les avoir sous la main au moment de la pêche.

Et alors, on comprend que les usiniers aient pu tenir, sans trop de gêne, parce que ceux qui ont plusieurs usines ont travaillé dans les autres ports le peu de poisson qu'il y a à cette époque de l'année et surtout parce que, pour beaucoup d'entre eux, l'année de travail était à peu près terminée.

Dans l'avenir, « ne plus faire grève, dit Henriet, en période de chômage ».

Il semble que le meilleur moment pour réclamer une augmentation de salaires dans les usines de la côte bretonne, avec chances de grève courte et de succès, après un travail de préparation fait dans les ports où les patrons ont des usines, soit juin ou août.

Juin, de préférence peut-être. A cette époque les usines travaillent le petit pois, qui fermente vite et qui doit être mis en boîte dans le plus bref délai possible. La saison des petits pois est très courte : trois semaines, un mois au maximum. Il faut donc, devant une menace de conflit, que l'usinier cède tout de suite, s'il veut satisfaire les commandes déjà passées ou avoir des stocks pour profiter des cours avantageux. Une grève de longue durée comme la dernière le gênerait alors considérablement et le mettrait même dans l'impossibilité totale de travailler si les usines de la région cessaient le travail en même temps ou si les ouvrières des autres localités refusaient de travailler dans les firmes touchées par le conflit. (Ce sera là le gros travail des organisations syndicales centrales : U. D. et U. R.)

On dira : toutes les usines ne travaillent pas le pois. D'accord; mais comme ce sont le plus souvent les grosses maisons qui en font, en cas de succès ouvrier, les autres patrons seraient dans l'obligation d'accepter le contrat signé et de donner le même salaire à leur personnel, car la main-d'œuvre féminine fait toujours défaut en période de bonne pêche.

Il est un autre fait important. Faisant grève en juin, les ouvrières d'usine risquent moins d'entrer en conflit avec les marins pêcheurs, la pêche de sardine de rogue et de thon n'étant souvent pas commencée.

Août, période de pleine pêche, est également favorable. Mais pour réussir il est nécessaire, avant de déclencher un mouvement, de s'assurer, au moins en partie, de la solidarité effective des ouvrières des autres ports et des marins qui peuvent très bien quitter le port en grève et aller vendre leur poisson ailleurs.

Les salaires de 1 franc et 1 fr. 50 de l'heure étant insuffisants pour « permettre aux ouvriers d'avoir un niveau de vie normal », si l'on veut sans trop de difficultés arracher une augmentation au patronat de la conserve, il est indispensable de créer un syndicat de sardinières et de manœuvres dans chaque port important et un lien intersyndical afin d'assurer l'unité du mouvement.

Action du parti communiste.

La grève de Douarnenez ne ressemble pas tout à fait à celles qui ont eu lieu dans notre pays ces dernières années. A Douarnenez — fait tout à fait nouveau, je crois — on a vu le parti communiste se mêler intimement à la grève. Un délégué, le député Henriet, a été envoyé dès le début.

Dans ce conflit, les organisations syndicales et la C. G. T. U. ont paru bien effacées et ont fait bien piètre figure. On eût dit vraiment que la C. G. T. U. manquait d'hommes pour diriger le mouvement et engager les grévistes à la lutte jusqu'à la victoire. On eût dit qu'elle voulait donner raison à ceux qui prétendent que le parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'état-major qui doit diriger, que le mouvement syndical n'est pas capable de trouver en lui-même les énergies suffisantes et qu'il a besoin d'être « fécondé ». Si l'Union régionale, la Fédération de l'Alimentation et le Bureau confédéral, qui dirigeaient la grève, avaient été de simples filiales du P. C., ils n'auraient pas agi autrement. Voyons les faits.

Au Comité de grève, les délégues du P. C. ne figurent pas parmi les camarades dont les noms ont été donnés, mais on trouve un camarade non gréviste, conseiller municipal communiste.

Debut de décembre, le trésorier provisoire de la Caisse de grève est le maire communiste.

Dès le commencement de la grève, Henriet, député de Paris, prend la parole dans les réunions, et parle, dit-il, au nom du parti communiste qui l'a envoyé. Qu'était-il venu faire à Douarnenez ? Le parti jugeait-il donc que les délégués de la C. G. T. U. n'étaient pas à la hauteur puisqu'il y envoie un de ses députés ? Puis, ce fut Daniel Renoult, rédacteur à l'*Humanité.* Lui aussi (au nom de quelle organisation syndicale ?) intervient dans les réunions de grève. On sortit également le jeune Charré, des Jeunesses Communistes, qui se servit de la grève pour mettre définitivement sur pied une Jeunesse Communiste à Douarnenez. L'appel en faveur de cette organisation politique était fait dans les réunions.

C'est surtout dans les réunions du soir que les délégués syndicaux : Tillon (U. R.), Simonin (Alimentation), Bonnieux et L. Colliard (C. G. T. U.), — je ne parle pas de Boville et de Racamond, qui ne firent à Douarnenez que de courtes apparitions, — semblaient être relégués au second plan. Ces camarades parlaient les premiers, et grévistes et auditeurs s'en allaient toujours après les exposés des délégués du parti communiste, Renoult, Henriet et Le Flanchec, qui ne manquaient aucune occasion de mettre en vedette l'action menée et les efforts faits par leur parti et son journal l'*Humanité*

Pendant toute la grève, syndicats et parti communiste n'ont fait qu'un. On ne sépara même pas l'action électorale de la grève.

Des preuves ?

Le 5 décembre : Le Flanchec est suspendu. Toute la réunion roule sur ce thème : « Vous réélirez votre maire suspendu », et l'on ajoute : « Ah ! si les femmes votaient, elles voteraient toutes pour Le Flanchec. »

Le 14 décembre : départ de la délégation ouvrière pour Paris. Réunion dans la cour de la gare. D. Renoult, en engageant les grévistes à attendre sans défaillance le retour des délégués, leur dit : « Vous avez deux victoires à

remporter, l'une sur le patronat, l'autre le 28 en élisant la liste communiste. »

Le 26 décembre : Certains orateurs s'excusent de faire de la politique. On dit aux grévistes : « Vous enverrez à la mairie la liste communiste en entier. Il faut que vous ayez, dimanche, une municipalité communiste homogène. Vous ferez tous votre devoir ce jour-là. »

Le Flanchec annonce l'arrivée de Cachin, invite les grévistes à aller le chercher à la gare et le présente comme « le symbole de l'idéal révolutionnaire ».

Ce soir-là, Le Flanchec, sentant peut-être que la place de Henriet, député, de Renoult, journaliste, des délégués du parti communiste, n'était pas à la tête du mouvement gréviste et essayant de donner le change, reprocha aux députés des autres partis de n'être pas venus à la tribune. (On se demande vraiment ce qu'ils auraient fait là.)

Le 27 décembre : Réunion électorale annoncée la veille à la réunion de grève. C'est Henriet qui ouvre le feu. « Vous nous avez appelés ici, dit-il, et vous nous avez confié la défense de vos intérêts. » Renoult le suit et déclare : « Nous ne pouvons pas dissocier la grève des élections », et enfin Cachin, ceci est le bouquet, apporte aux grévistes le salut cordial et fraternel du parti communiste (c'est son droit) et... de la C. G. T. U. (à quel titre ?).

Le 6 janvier : Fin de la grève. Simonin, L. Colliard et Boville tirent les conclusions du mouvement et disent le gros travail qui reste à faire. Ils parlent en syndicalistes. Mais, après eux, Henriet, Renoult, Faure-Bracq, Garchery, s'appuyant sur la grève, ne font qu'un long appel pour le parti communiste et l'*Humanité*. On se serait cru, à la fin, à une réunion de propagande du parti.

Tous ces faits, ces citations ne demandent pas de longs commentaires. Ils sont suffisants et montrent nettement la liaison du parti communiste et de la C. G. T. U., ou mieux la subordination du mouvement syndical, que les syndicalistes ont tant de raisons de dénoncer.

E. ALLOT.

Jeunes Communistes et Jeunes Syndiqués

Dans mes « Impressions sur la dernière journée du Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne », j'avais consacré quelques lignes à la désignation de Barbé comme représentant des Jeunes à la Commission Exécutive de l'Union des Syndicats.

Barbé nous a adressé la réponse suivante :

En réponse à l'entrefilet paru dans le dernier numéro de votre revue au sujet de la nomination du représentant des jeunes syndiqués à la C. E. de l'U. D. je vous prie d'insérer ce qui suit en rectification :

1° Le camarade Barbé n'est pas venu au syndicat par en haut et encore moins sans avoir connu les masses, parce qu'il est syndiqué aux métaux depuis 1918 et tourneur de son métier.

2° L'élection de Barbé à la C. E. de l'U. D. n'a pas été faite par en haut, mais par une assemblée régulière, à laquelle assistaient 60 jeunes représentants de 45 syndicats de la R. P., qui a désigné son représentant à l'Union après discussion et à l'unanimité.

Je passe sur la fin de votre note concernant ma modestie ; depuis les quelque huit années que je milite dans les organisations ouvrières, elle n'a pas été en danger et ne l'est pas encore présentement. L'unique ambition que je puisse avoir, c'est de travailler et de voir la jeunesse ouvrière un peu plus défendue qu'elle ne l'a été.

La modestie, je la conseille, malgré mon jeune âge, aux quelques « aristocrates » ouvriers qui sévissent malheureusement encore dans le mouvement ouvrier. »

Barbé lit la *Révolution prolétarienne*, ce qui est bien et ce qui prouve sans doute qu'il est assez..... « bolchévisé » pour subir sans risques une telle épreuve. Mais il la lit trop vite. Dans les quelques lignes que j'ai consacrées à la nomination du représentant des jeunes syndiqués, il y avait autre chose que la note personnelle qui a choqué sa.... « modestie ». Et c'était cette autre chose qui importait surtout.

J'ai écrit qu'il était fâcheux de laisser s'établir une confusion entre l'organisation des jeunes syndiqués et les Jeunesses communistes. Cela ne peut qu'éloigner la masse de la jeunesse ouvrière, tout en fournissant des armes à nos adversaires réformistes et anarchistes.

Barbé ne veut pas que nous puissions douter de sa compétence syndicaliste. Il nous montre fièrement ses huit cartes syndicales. Posons-lui donc cette simple question : « Est-ce par ton action syndicale que tu t'es imposé aux jeunes syndiqués comme leur seul représentant possible ? Ou n'est-ce pas par les Jeunesses communistes — dont tu es un des dirigeants, dont tu fus même un des permanents, sauf erreur — que tu es venu à la C. E. de l'Union des Syndicats de la Région parisienne ?

Sommes-nous donc des « aristocrates » ouvriers ? On peut étudier les états de service de tous les fondateurs de la *Révolution prolétarienne*. Ils n'ont jamais eu d'autre ambition que de développer la compréhension et l'esprit d'initiative des ouvriers. Et dans ce sens-là, ils continueront « à sévir », n'en déplaise à Barbé et à ceux dont il sert la politique. — UN COMMUNISTE SYNDICALISTE.

DOCUMENTS SUR L'UNITÉ SYNDICALE

L'Unité sans vainqueurs ni vaincus

Edo Fimmen a prononcé à la fin du mois de février un grand discours devant une assemblée ouvrière à Leeurwarden.

Rappelant le passé, le secrétaire de l'Internationale des Transports a tracé d'abord un sombre tableau de la vie ouvrière, soumise dans tous les pays à la plus brutale des réactions. Terreur blanche dans les Balkans, en Pologne, dans les pays Baltes ; dictature militaire en Hongrie et en Espagne : fascisme en Italie. Le sort des « démocraties » est-il meilleur ?

« En Allemagne, on salua en 1918 l'aurore d'une ère nouvelle. Mais aujourd'hui, la classe ouvrière a moins de droits encore sous cette ère que sous l'Empire. Le régime qui règne aujourd'hui est le plus impitoyable que l'Histoire ait connu. Les nationalistes n'ont rien à craindre mais les travailleurs sont traqués, 7 à 8.000 prisonniers gémissent dans les bagnes.

« L'Angleterre a eu un gouvernement travailliste. Elle est maintenant sous la loi des conservateurs. On prépare un mauvais coup contre les Trade Unions.

« On parle beaucoup de nationalisation. Mais malgré qu'il y ait des conseils ouvriers en Allemagne et en Autriche, le Travail a moins de choses à dire qu'avant la guerre.

« Les salaires se sont élevés pendant la guerre. Depuis, on les réduit progressivement. Le prix de la vie ne diminue pas en proportion. Après les salaires, on attaque les huit heures. Tout est repris petit à petit.

« On m'accusera de pessimisme. Mais il y a longtemps que j'ai sonné l'alarme et demandé qu'on donne une nouvelle orientation à l'action syndicale. Je défie n'importe qui de prouver que j'ai peint les choses trop en noir. Nous devons voir les conséquences pratiques de la situation. Il y a des dirigeants qui veulent en revenir à la vieille tactique d'avant-guerre : celle du laisser faire, laisser passer. »

Après avoir rappelé le rôle de la social-démocratie et des syndicats pendant et après la guerre, Fimmen continue :

« Les liens dans la Fédération Syndicale Internationale furent finalement rétablis. Au Congrès de Washington, on constata en quelque sorte un esprit nouveau. Jadis, la F. S. I. ne s'occupait pas de questions politiques. Cette fois, on protesta contre le blocus de la Russie des Soviets par l'Entente. Mais malgré tout cela, la collaboration avec la bourgeoisie continua. Si l'on veut lutter avec efficacité contre la guerre, il faut rompre impitoyablement avec la bourgeoisie. Pas de compromis avec le capitalisme !

« Les choses auraient marché mieux sans doute si nous n'étions pas allés à Washington pour nous occuper des réparations allemandes. Que nous importe où l'Entente prend l'argent, pourvu qu'elle ne le prenne pas dans la poche des travailleurs. A ce congrès, nous avons été encore un instrument entre les mains du capitalisme. Le prolétariat ne se libérera pas tant que nous irons prendre des ordres dans les bureaux gouvernementaux.

« Quand la F. S. I. eut l'occasion d'élever une vigoureuse protestation contre l'occupation de la Ruhr, plusieurs délégués n'en voulurent rien faire, sans doute parce que cela eût déplu à leur gouvernement. Je crois que la classe ouvrière est encore plus éloignée de son but qu'avant la guerre. Tous les gouvernements socialistes, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, etc., qu'ils le soient tout entier, aux trois quarts ou à demi, ne sont que des paravents derrière lesquels le capitalisme exploite la classe ouvrière.

« Que les ministres soient socialistes ou conservateurs, cela laisse froids les capitalistes, pourvu qu'ils continuent à toucher leurs coupons et qu'ils restent propriétaires de leurs usines. Tant qu'il y a de sales besognes à exécuter, ils veulent bien employer la social-démocratie, mais quand cette besogne est accomplie, ils lui donnent un coup de pied dans le derrière. Je le répète une fois encore : nous sommes plus faibles qu'avant la guerre.

« Si le prolétariat constitue un facile objet d'exploitation, la cause en est à la division des travailleurs. Ceux-ci continuent à se trahir mutuellement. Nous avons perdu de vue notre intérêt de classe : l'irréductible lutte contre le capitalisme. Notre mouvement a vu s'affaiblir sa véritable action sociale. Puis se produisit la fondation de l'Internationale Syndicale Rouge, à Moscou. Depuis lors, il se développa une véritable lutte entre deux groupes prolétariens. Un groupe, dans tous les pays, se rangea du côté d'Amsterdam. Un autre groupe se tourna vers Moscou. Ainsi, nous avons aidé les capitalistes, qui furent d'autant plus libres pour exploiter les travailleurs.

« Avant la guerre déjà, le capitalisme était internationalement uni. Il le resta pendant le massacre. »

Et Fimmen montre par des exemples frappants que les capitalistes des pays ennemis trafiquaient ensemble, tandis que les prolétaires étaient dressés les uns contre les autres.

« Telle est l'unité capitaliste. Mais la nôtre, où donc est-elle ? Nous n'avons pas encore bâti le pont qui nous réunira, mais nous devons y arriver. Il semble que notre haine soit plus grande envers les travailleurs qui ne pensent pas politiquement comme nous qu'envers nos exploiteurs communs. Et cette situation ira

s'aggravant si nous ne trouvons pas la voie de la grande unité nationale et internationale.

« Dans différents pays, deux groupes ouvriers d'importance égale s'opposent l'un à l'autre. Cela conduit à l'affaiblissement des uns comme des autres.

« Il y a un énorme intérêt à ce que l'unité se réalise. La première tentative qui conduisit à la conférence de Berlin échoua. Les oppositions étaient encore trop grandes.

« Maintenant, après un échange de correspondances, la F. S. I. a voté la résolution Stenhuis-Smit. Elle déclare que nous sommes disposés à admettre les Russes, si ceux-ci en font connaître le désir — après quoi on parlera avec eux. Personnellement, j'étais contre : j'aurais voulu parler d'abord, pour fixer notre ligne de conduite.

« *A mon avis, dans la lutte entre Amsterdam et Moscou, il ne doit y avoir ni vainqueurs ni vaincus. Il ne pourra plus être question ni d'Amsterdam ni de Moscou, mais seulement d'une internationale englobant tous les peuples et tous les pays : un grand mouvement syndical placé sur le terrain d'une lutte de classe implacable.*

« Dans nos milieux, on croyait que les Russes ne jouaient pas franc jeu. Naturellement, les Russes plaçaient avant tout la lutte des classes révolutionnaires et je suis complètement d'accord avec eux. Beaucoup parlent de la Russie ; mais moi, qui ai eu le plaisir d'y aller voir, j'ai la conviction profonde que les Russes veulent sincèrement l'unité. »

La Résolution du Comité National de la C. G. T.

Le Comité confédéral national rappelle aux organisations confédérées que la décision du congrès de Paris, relative à la reconstitution de l'unité syndicale, reste entière et que rien jusqu'à ce jour n'est venu en affaiblir la valeur pratique ni l'esprit de loyauté et de tolérance.

Avec force et plus légitimement que jamais, la C. G. T., fidèle à ses traditions d'unité, doit se dresser contre toutes les manœuvres qui s'abriteraient derrière une formule d'union pour renouveler la besogne de division et de subordination politique contre laquelle elle a pu réagir victorieusement.

Le Comité confédéral précise que l'unité ouvrière ne peut se réaliser que par le retour des salariés dans les organisations régulièrement confédérées.

Que si aucun obstacle ne doit entraver ce retour, il importe cependant, à moins de commettre la plus lourde faute contre le syndicalisme lui-même, de lui garantir son indépendance, son autonomie et la maîtrise absolue de ses décisions.

Il déclare donc que l'unité ne saurait se reconstituer, sans l'abandon préalable et sans réserve de la pratique des cellules, des rayons et des comités d'usine, organismes qui violentent et faussent le principe même de l'organisation syndicale.

Irréductiblement attaché à l'esprit comme à la lettre de la charte d'Amiens, dont la caractéristique repose sur la préoccupation fondamentale de maintenir unies et indivisibles les forces ouvrières sans distinction de croyance et de conception politique, le C. C. N. précise sa volonté de réalisation constante sans s'inquiéter des injures des démagogues dont l'énergie n'est faite que de négations et de stérilités. Il estime que les moindres progrès sociaux sont toujours précieux pour la classe ouvrière, à la seule condition qu'ils ne limitent pas les espérances du lendemain, mais préparent et ouvrent au contraire des voies plus larges et plus accessibles à l'activité et aux aspirations du monde du travail.

S'inspirant de ce grand principe de mouvement et de vie, la Confédération Générale du Travail reste indéfectiblement attachée au Bureau international du Travail, comme à la Société des Nations, premiers organismes internationaux qui, stimulés par le mouvement syndical international et la conscience toujours plus éclairée des peuples investis de pouvoirs plus effectifs et d'une autorité plus grande, pourront prétendre travailler utilement à l'œuvre immense de solidarité économique et de réconciliation définitive de tous les peuples.

Le Comité national confirme à nouveau sa fidélité à la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, dont la ligne de conduite et la pensée élevée et tolérante se confondent si intimement avec la conception et les méthodes acceptées et défendues par la C. G. T. française.

Le C. C. N. approuve la décision de la F. S. I. portant sur la conférence préalable avec les représentants des syndicats russes, à l'exclusion des délégués de l'I. S. R., avec à l'ordre du jour l'affiliation des syndicats russes, sur les bases constamment affirmées par les congrès et conseils généraux de l'Internationale d'Amsterdam.

Connaissant les intentions et les aveux des promoteurs de la croisade dite d'unité, le Comité confédéral national appelle l'attention des militants sur cette nouvelle stratégie dont les initiateurs révèlent publiquement la perfidie, à seule fin d'y rallier tous les adversaires irréductibles de la véritable unité prolétarienne.

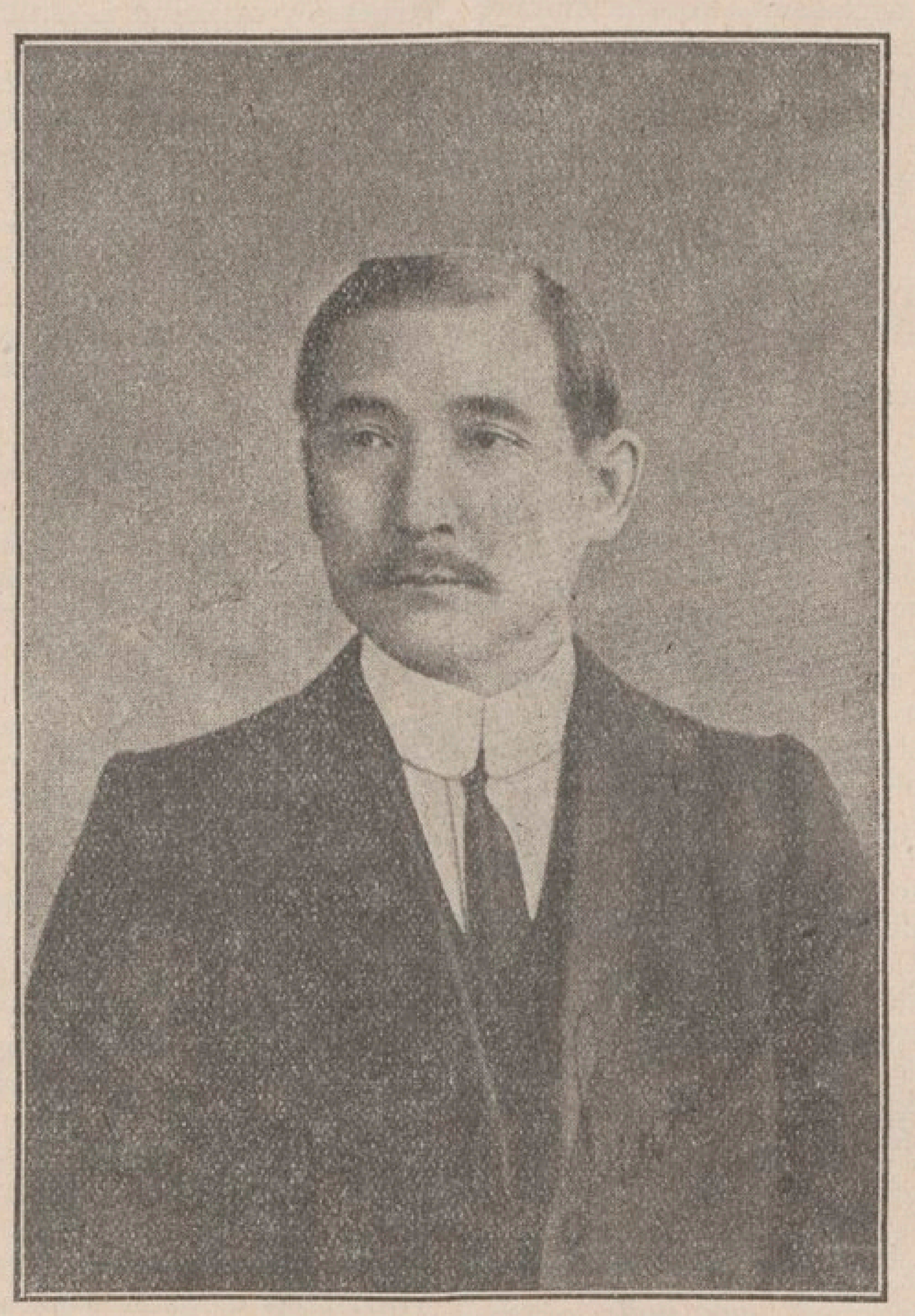
La C. G. T., qui a reconstitué ses forces numériques et reconquis son autorité morale, ne se méprend nullement sur les raisons de cette nouvelle tactique.

Ce que la scission, l'injure, la calomnie et la violence n'ont pu atteindre, on espère l'obtenir en exploitant le sentiment de l' « unité » ouvrière, qui fut de tout temps la préoccupation prédominante de la Confédération Générale du Travail et qui, jusqu'à l'année 1921, fut placée par tous les congrès ouvriers au-dessus de toutes les questions de tendance.

Le C. C. N. met en garde toutes les organisations ouvrières contre la manœuvre communiste tendant à la tenue d'un congrès interconfédéral, qui ne saurait que desservir la cause de l'unité ouvrière.

La Révolution chinoise et Sun Yat Sen

Pour comprendre la pleine signification des événements qui se déroulent en Chine et mettre à sa vraie place la personnalité de Sun Yat Sen, qui vient de disparaître à un moment bien critique, il est nécessaire de relier la situation présente aux luttes antérieures, notamment à celles de 1912, qui aboutirent à la proclamation de la République en Chine. Sun Yat Sen était au cœur de la bataille, de celle d'aujourd'hui et de celle d'hier. Né en 1868 dans la province de Canton, issu d'une famille de pauvres paysans avec laquelle il travailla et demeura jusqu'à sa seizième année, il se forma lui-même par l'étude et par les voyages et séjours en Amérique et en Europe, auxquels il fut contraint par un gouvernement despotique qui, dès ses premières interventions, le proclama factieux et le plaça ainsi devant toute l'étendue du problème de la révolution qu'il fallait opérer en Chine, problème à la fois national et international. Sun Yat Sen se donna alors pour tâche de libérer son pays de l'odieuse dynastie mandchoue et du joug des capitalistes étrangers installés en maîtres sur plusieurs points de la Chine et y imposant leur loi.



A la réalisation de cette grande tâche, il consacra sa vie. Un moment, en 1912, il put croire qu'il avait touché au but, quand il fut proclamé président de la République. Mais ce ne fut qu'un succès provisoire qu'il ne put alors transformer en victoire définitive, le mouvement qu'il avait grandement contribué à créer n'étant pas encore assez fort pour avoir raison des deux ennemis, tyrannie intérieure et capitalisme étranger, qui se coalisèrent contre lui.

Sur cette phase de la lutte, on trouvera des renseignements intéressants dans une étude qu'un camarade américain, Hippolyte Havel, avait écrite pour nous et qui parut dans la *Vie Ouvrière* du 5 janvier 1913.

Le livre de M. Farjenel, intitulé : *A travers la Révolution chinoise*, est aussi fort utile à consulter. C'est le récit d'un témoin connaissant bien la Chine et, chose rare pour un Français, sympathique à ce mouvement républicain. Après avoir retracé l'activité révolutionnaire, méthodique et persévérante de Sun Yat Sen, M. Farjenel le caractérise ainsi :

« Ce par quoi Sun dépassait tous les autres, c'était la puissance de ses idées. Il était l'esprit de la révolution incarné. C'est lui qui fournit à celle-ci ses principes directeurs et qui élabora son programme. Ses sentiments chrétiens lui inspiraient l'amour du peuple et des humbles ; par ses connaissances philosophiques, il était devenu un adepte des théories d'égalité politique et d'évolution sociale. Son christianisme protestant uni aux principes égalitaires de Rousseau l'avait rendu ennemi des privilèges et du pouvoir d'un seul ; et tout cela, combiné avec les théories évolutionnistes qu'il tenait de son éducation scientifique, faisait de lui un républicain socialiste. Ce qui domine, en effet, dans ses idées, c'est la conviction que le progrès de la conscience universelle, secondé par les efforts des hommes de bonne volonté, doit amener l'avènement d'un régime social démocratique, où l'exploitation des faibles par les forts sera réduite à son minimum.

« D'autre part, l'atavisme de sa race, prudente,

réservée, subtile, amie des accommodements et des ententes, l'empêchait de verser dans l'intransigeance du doctrinaire plongé dans les abstractions et le rendait plus propre encore à l'action politique. »

A ces traits, il faut ajouter un autre qu'a noté Hippolyte Havel : l'influence de Henry George :

« Sun Yat Sen est un disciple de Henry George. L' « impôt unique » est pour lui la panacée de tous les maux sociaux. Il appelle cela le socialisme, bien que cela n'ait rien de commun avec le socialisme révolutionnaire ou avec le marxisme. Au cours d'une récente interview, il a déclaré : « La Chine sera la pre-
« mière nation du monde à adopter les principes
« socialistes. L'œuvre de ma vie a été la révo-
« lution ; maintenant c'est la réforme sociale.
« Toutes les industries, aussi bien que les che-
« mins de fer, seront, au début, des exploitations
« privées ; mais après un certain nombre
« d'années, elles deviendront la propriété de
« tous. »

En 1912, après ses premiers grands succès, Sun Yat Sen s'effaça devant Yuan Chi Kaï. Havel en donne les raisons :

« Maintenant, une grosse question se pose. Pourquoi Sun Yat Sen abdiqua-t-il entre les mains de Yuan Chi Kaï ? Lui et ses amis ne connaissaient que trop bien le caractère de ce traître. Ils savaient que Yuan Chi Kaï s'était montré, en toutes circonstances, l'instrument des réactionnaires et des capitalistes étrangers. La raison est simplement celle-ci : l'attitude des puissances occidentales et de leur allié capitaliste, le Japon, changea le cours de la révolution chinoise et conduisit Sun Yat Sen et ses amis à accepter un compromis. »

Sun Yat Sen, prudent, ne voulait pas engager une lutte désespérée dont l'issue risquait d'être l'écrasements sinon définitif, au moins pour un long temps, du mouvement révolutionnaire. Il préféra s'efforcer de consolider les résultats obtenus et de se préparer à reprendre la lutte ouverte le jour où des circonstances favorables se présenteraient.

Ces circonstances favorables, la Révolution russe les a fait naître pour toute l'Asie, pour tous les peuples opprimés, et en particulier pour la Chine, qui sait, maintenant, que, pour la première fois, elle n'est plus seule : elle sait qu'elle peut compter sur l'aide de la Russie des Soviets. C'est le grand fait qui a permis à la Révolution chinoise de faire un nouveau bond en avant. En même temps, les impérialismes menacés redoublent d'activité. Sun Yat Sen voyait bien toute la gravité de la situation, avec la menace de guerre qu'elle comporte. Peu de temps avant sa mort, il eut un entretien avec un professeur du collège chrétien de Canton, Gertrude R. Brigham, au cours duquel il fit les déclarations suivantes :

« Quand la Chine sera une nation unie, l'Inde sera une nation indépendante. Seul, le pouvoir militariste de l'Europe et de l'Amérique entrave cette double réalisation. Le Japon prépare un mouvement asiatique. Les gouvernements d'Europe et d'Amérique préparent une nouvelle guerre. Ils ne veulent pas permettre à l'évolution chinoise de suivre son cours. Ils s'efforcent toujours de la paralyser, de l'enrayer... Nous voulons la révolution en Chine pour abattre l'ancien système et en édifier un nouveau. Mais les puissances soi-disant civilisées favorisent toujours la contre-révolution. Malgré tout, nous croyons qu'en dépit de l'Angleterre, en dépit de l'impérialisme, la révolution finalement triomphera, et qu'alors la Chine sera une nation unie et pacifique. Regardée autrefois comme une ennemie, sous l'ancien régime tsariste, la Russie est aujourd'hui une amie. Cette amitié s'est exprimée dans l'accord russo-chinois abolissant tous les privilèges spéciaux dont, jusqu'ici, les étrangers bénéficiaient. La Russie a renoncé à sa part dans l'indemnité imposée à la suite du soulèvement des « Boxeurs ». Là est le point fondamental de la politique étrangère de la Chine d'aujourd'hui. Quoi qu'on puisse dire, la Russie est une grande puissance et tout le bruit qu'on fait autour de son communisme ne nous empêche pas de demeurer ses amis. »

Aussi Sun Yat Sen se sentait-il beaucoup plus fort aujourd'hui qu'en 1912 et il n'était pas du tout disposé à se contenter d'un compromis. Quand il vint à Tien-Tsin et que le maréchal Touan lui soumit les projets qu'il avait élaborés, il refusa de les endosser. La Conférence de réorganisation de la Chine, telle qu'elle était préparée, ne pouvait lui convenir. Il voyait qu'on n'avait pas songé à appeler des représentants authentiques des diverses provinces, mais qu'on voulait se réunir entre généraux, avec leurs nombreuses suites militaires, qui se sont déjà partagé le pouvoir.

C'est à cette heure critique pour l'avenir de la Révolution que Sun Yat Sen fut emporté par la maladie qui, depuis quelque temps déjà, l'immobilisait. Sa disparition laisse un grand vide. Mais le parti populaire qu'il a constitué demeure. Débarrassé des éléments qui se sont montrés favorables à un compromis avec les généraux, il poursuivra la lutte et, fort de l'appui de la Russie des Soviets, incarnant les aspirations de la masse des ouvriers et des paysans, il défendra la révolution chinoise contre les deux ennemis, ceux du dedans et ceux du dehors, qui la menacent. La Chine ne sera plus, désormais, une proie facile pour l'impérialisme.

A. Rosmer.

L'ÉVEIL AU SYNDICALISME DES JEUNES TRAVAILLEURS

La Grève des jeunes télégraphistes

Le début de cette année a été marqué par deux événements syndicaux importants et peu ordinaires : la fin d'une grève de femmes et une grève de jeunes.

On connaît l'épopée héroïque de Douarnenez où, pendant un mois et demi, des ouvrières ne connaissant rien de l'organisation syndicale pour la plupart, ayant simplement conscience de leur misère et de leur exploitation, résistèrent aux attaques criminelles du Patronat, et finirent par l'obliger à capituler.

La grève des « petits télégraphistes », venant après celle des sardinières de Bretagne, a aussi une signification très grande.

Elle montre la nécessité de poursuivre avec plus d'ardeur l'organisation des jeunes travailleurs. Elle témoigne d'un réveil profond de la jeunesse ouvrière.

Pendant dix jours, des jeunes gens de 13 à 20 ans ont lutté avec enthousiasme, sans défaillance, contre un des pires patrons : l'Etat.

Malgré les menaces et intimidations de l'Administration, malgré la sourde hostilité de parents réfractaires à la grève, ils ont mené courageusement leur lutte et sont sortis à peu près victorieux.

Ce mouvement admirable, tant par l'esprit qui l'a animé du début à la fin que par la richesse des incidents qui l'ont jalonné, a attiré pendant un moment l'attention générale : il mérite de retenir plus longtemps celle des militants des syndicats, afin que l'expérience de cette grève soit profitable à toutes les corporations.

Avant de retracer les péripéties de la lutte qu'ils ont menée, examinons quelle est la situation des jeunes des P. T. T.

Leur situation administrative.

Le public ignore les conditions de vie misérables des jeunes employés des P. T. T. et les salaires dérisoires qui leur sont alloués.

Beaucoup sont entrés dans les P. T. T. sitôt le certificat d'études obtenu et les 13 ans atteints, parce qu'il faut gagner quelque chose tout de suite. Les parents portent leurs regards du côté de l'Administration des P. T. T. Là le petit sera à l'abri du chômage et il aura plus tard une retraite, ce qui n'est pas à négliger !

On fait les démarches nécessaires et après avoir subi heureusement un examen médical, voilà notre garçon nommé « jeune facteur des Télégraphes ».

Après avoir reçu un bel uniforme, la nouvelle recrue entre en fonctions. Elle est affectée soit au service de la « distribution », soit au service de la « boulisterie ».

Le voilà casé ? Pas définitivement, cependant, car, à 16 ans, l'Administration le soumettra à une nouvelle visite médicale. Si celle-ci n'est pas satisfaisante, il sera licencié ! Cependant il aura pu contracter une maladie en service.

Les jeunes facteurs-distributeurs.

Le travail du distributeur consiste à porter à domicile les télégrammes et pneumatiques.

Il se rend au bureau dès 7 heures du matin, parfois à 6 h. 30, car l'Administration, toujours à la recherche d'économies sur le dos de ses employés, fait faire le nettoyage d'une partie du bureau par le jeune facteur !

Chargé de ses dépêches, le petit « télé » part en courses. Il lui arrive parfois de monter trois ou quatre fois au sixième étage dans la même tournée ! On comprend la fatigue de ces jeunes gens quand on sait que cela se poursuit pendant 7 heures de suite !

Par tous les temps, que le soleil brûle ou que la neige tombe le « distributeur » accomplit son labeur.

Le « distributeur » fait le service de brigade. Une équipe prend le matin à 7 heures et termine à 2 heures de l'après-midi. Une autre commence à 2 heures de l'après-midi et doit finir à 9 heures du soir. Mais, en réalité, la course de « clôture » n'a jamais lieu avant 9 h. 30 ou 9 h. 45 car il faut attendre les derniers télégrammes et pneumatiques venant par tubes ; et ceux-ci n'arrivent guère au bureau avant cette heure.

Si par malheur un accident survient dans le voyage par tubes des dépêches, la course se trouve retardée de ce fait et le jeune distributeur ne termine pas son service avant 10 heures !

A ces conditions déplorables de travail s'ajoutent nombre de brimades. Dans certains bureaux, les jeunes sont sous la coupe de « facteurs-chefs » chargés de leur répartir le travail et de les surveiller, qui se conduisent en véritables petits tyranneaux, abusant de leur grade.

Pour des motifs qui rappellent ceux du régiment, ils infligent des punitions : « Est rentré de tournée, la casquette en arrière et la veste non boutonnée réglementairement », ou bien : « A occasionné du tapage dans le bureau et s'est fait remarquer par sa mauvaise volonté à accomplir son service. »

Pour renforcer le principe de discipline, l'Administration a créé un service spécial de surveillance chargé de contrôler dans la rue l'attitude et le travail du jeune distributeur. Des surveillants, parfois en uniforme mais plus souvent en civil, guettent le jeune facteur dans sa tournée. C'est un véritable service d'espionnage. Si le petit « télé » a le malheur de s'arrêter à la devanture d'une boutique ou devant un kiosque,

le surveillant s'approche, prend son numéro matricule, et lui dresse un « procès-verbal » dont le motif n'a rien à envier à ceux que nous avons cités.

Ces « procès-verbaux » peuvent entraîner des peines disciplinaires rigoureuses : changement de bureau, mise à pied d'un ou plusieurs jours, bien entendu non payés ; d'où bénéfice pour l'Administration et perte pour une famille d'ouvriers.

Les facteurs-releveurs.

A 16 ans, le jeune facteur-distributeur dont la conduite a été irréprochable, peut passer « facteur-releveur ». Le salaire qu'il touche alors est un peu plus élevé.

Le facteur-releveur est chargé de relever les boîtes aux lettres du quartier ; puis au bureau de timbrer les correspondances et imprimés.

Muni d'un grand sac de cuir, il part faire sa tournée, visitant toutes les boîtes aux lettres de sa circonscription. Il faut voir le facteur-releveur, aux veilles de grandes fêtes, le sac sur l'épaule, rempli jusqu'aux bords, s'acheminant péniblement vers le bureau.

A son retour il vide le contenu de sa longue sacoche sur une table appelée table de relevage, où les lettres qu'il rapporte retrouvent celles rapportées par ses camarades. Il est chargé de les oblitérer au moyen d'une machine à timbrer. Dans les bureaux où le trafic est important, il existe des machines électriques pouvant oblitérer jusqu'à 12.000 lettres à l'heure !

Les facteurs-releveurs font en moyenne huit heures par jour. Ils prennent à 6 heures ou 6 h. 30 du matin et effectuent ensuite les levées. La première a lieu à 7 heures du matin, la dernière à 9 heures du soir. Toutefois, comme les facteurs-distributeurs, ils ne finissent guère avant 10 heures.

Dans les Centraux d'arrondissement et dans quelques bureaux limitrophes de banlieue, les releveurs font leur service à bicyclette et reçoivent une indemnité supplémentaire dérisoire.

Ils n'échappent pas non plus au système disciplinaire administratif. Comme leurs camarades distributeurs ou boulistes, ils sont en butte à toutes les tracasseries des chefs.

Les jeunes facteurs boulistes.

Les jeunes facteurs boulistes sont les moins nombreux. Ils sont environ 250 sur un effectif total de 1.700 à 1.800 unités dans le département de la Seine. Leur travail est complètement différent de celui de leurs collègues. Ils ne sortent jamais des bureaux, où ils sont chargés de faire le service intérieur.

Dans les Centraux télégraphiques, les « boulistes » sont chargés de porter les télégrammes aux appareils transmetteurs. Toutes les cinq minutes, ils font une tournée ; ils déposent au passage les télégrammes à destination d'une ville quelconque, sur le poste qui dessert cette dernière et décrochent les télégrammes qui viennent d'arriver des différents coins de France et de l'étranger. Ceux-ci sont à leur tour oblitérés et dirigés sur leur destination respective.

Ce service de « boulisterie » est très important et d'une organisation compliquée.

Les boulistes sont sous les ordres de quelques facteurs-chefs et facteurs surveillants, qui veillent au bon fonctionnement du service.

Il existe une autre catégorie de boulistes, peu nombreux, qui, en chemin de fer ou à bicyclette, portent les télégrammes et pneumatiques dans les communes de banlieue comprises dans le service prolongé (Neuilly, Courbevoie, Malakoff, Saint-Denis, etc...). Ils reçoivent une indemnité supplémentaire dite : de boule...

Tels sont les divers travaux auxquels sont affectés les jeunes facteurs des P. T. T.

Leurs salaires. Les divers avantages.

On pourrait croire que l'Administration, avec le rendement qu'elle exige de ses employés, les paye convenablement. Il n'en est rien, et les parents qui lui confient leurs enfants font souvent d'amères réflexions.

Les salaires furent fixés en 1919, par la fameuse Commission Hébrard de Villeneuve. Depuis cette date, comme pour les autres catégories, ils n'ont pas été revisés. On sait qu'au mois d'octobre 1924 devait avoir lieu la fameuse revision des traitements, mais du train où vont les choses il est fort possible que l'année 1925 se passe sans amener de changement à la triste situation des fonctionnaires et des jeunes en particulier.

Voici les diverses échelles de salaires des jeunes des P. T. T. ; chacun pourra se rendre compte des sommes fabuleuses qu'ils touchent !

A. *Facteurs-distributeurs et boulistes :*

Jusqu'à 14 ans : 163 fr. 35, soit 5 fr. 44 par jour.

de 14 à 16	—	216 fr.	—	7 fr. 20	—
de 16 à 18	—	290 fr. 35	—	9 fr. 65	—
de 18 à 19	—	376 fr. 65	—	12 fr. 55	—
de 19 à 20	—	393 fr. 35	—	13 fr. 11	—

B. *Facteurs-releveurs :*

De 16 à 18 ans : 390 fr. 35, soit 13 fr. 03 par jour.

A partir de 18 ans : 443 fr. 35, soit 14 fr. 75 par jour.

A ces salaires il faut ajouter quelques indemnités accessoires que touchent seulement ceux qui accomplissent un travail supplémentaire.

a) Pour les jeunes facteurs portant les télégrammes en banlieue (en chemin de fer ou à bicyclette), ainsi que pour les distributeurs ou releveurs accomplissant leur service à bicyclette, une indemnité de 15 francs par mois.

b) Dans les Centraux télégraphiques, les jeunes facteurs boulistes passant les nuits à partir de 18 ans reçoivent une indemnité de 1 *franc par heure* de service de nuit.

Ces traitements, basés sur l'indice de cherté

de vie de 279 environ en 1919, sont encore les mêmes, alors que l'indice dépasse actuellement 400.

L'administration des P. T. T. n'arrête pas là son exploitation honteuse de la jeunesse. Dans les bureaux de Paris et de province. les jeunes facteurs travaillant quelquefois plusieurs dimanches de suite ne bénéficient pas du repos hebdomadaire. Seul le personnel des Centraux télégraphiques de Paris profite de cette mesure.

Les heures supplémentaires, celles qui sont effectuées le soir, par exemple la course de clôture des distributeurs, ne sont pas rémunérées.

Si l'on ajoute à tout cela les conditions déplorables dans lesquelles s'effectue le travail (heures de service anormales et trop nombreuses, brimades de la part des chefs, incertitude de l'avenir, etc.), on a un tableau de la vie pénible de ces jeunes travailleurs.

Les jeunes manipulants.

Quand ils ont seize ans, les jeunes facteurs peuvent passer un concours qui leur permet d'accéder au grade d'agent manipulant. Il leur apporte, avec quelques maigres avantages, un peu plus de tranquillité.

Le travail auquel ils sont affectés, s'ils passent avec succès les différentes épreuves de ce concours, se divise en trois branches.

La branche postale sédentaire où le jeune agent manipulant, nommé dans un bureau de Paris, est chargé du tri et de l'acheminement des lettres.

La branche postale ambulante où, sur les wagons-poste, il accomplit le même travail que dans un bureau de poste, avec en plus toutes les difficultés que comporte ce mode de locomotion : manque de place, travail au milieu de la poussière sans pouvoir aérer, etc.

En dernier lieu, la branche télégraphique où, dans les Centraux télégraphiques, le jeune agent manipulant transmet et reçoit aux appareils les télégrammes.

Cet emploi fut obtenu après plusieurs années de lutte par les organisations syndicales. Il devait servir de débouché aux jeunes facteurs, pour leur permettre d'accéder à des échelons plus rémunérateurs. Aujourd'hui, l'Administration, par un nouveau mode de recrutement qui date de deux ans environ, a décidé d'admettre l'élément civil à ce concours. De ce fait, les jeunes facteurs qui ont quitté l'école à 13 ans et qui, pour la plupart, n'ont pu poursuivre plus avant leurs études, se trouvent en état d'infériorité vis-à-vis des éléments extérieurs et risquent de se voir fermer définitivement une branche plus rémunératrice.

Cette catégorie reçoit les salaires suivants (indemnités comprises) :

de 16 à 18 ans : 365 fr. 35, soit 12 fr. 15 par jour.
de 18 à 19 — 443 fr. 35, — 14 fr. 75 —
de 19 à 20 — 468 fr. 35, — 15 fr. 60 —

Telles sont les conditions de travail et les salaires des différentes catégories de jeunes postiers. On comprendra mieux, maintenant que l'on connaît la misérable situation qui leur est faite, la révolte de ces jeunes parias en face de l'attitude du gouvernement à propos des 500 francs.

Le mouvement de janvier.

L'origine du conflit remonte à la fin de l'année 1924, au moment du vote du budget général par les Chambres.

Le chapitre 59 *bis* du projet de budget prévoyait : « l'attribution aux fonctionnaires et agents de l'Etat d'une allocation exceptionnelle de cherté de vie pour 1924 ». Les crédits alloués pour cette indemnité s'élevaient au chiffre global de 348.155.750 francs. Le taux de l'allocation fut fixé par la suite au chiffre forfaitaire de 500 francs.

Cette loi fut promulguée au *Journal Officiel* du 1er janvier 1925. Elle excluait du bénéfice de l'indemnité de nombreuses catégories de travailleurs de l'Etat, en particulier tous les jeunes fonctionnaires n'ayant pas 21 ans ou le traitement de base de 3.800 francs. Donc, les plus défavorisés.

On comprend l'émoi soulevé par cette nouvelle, principalement dans les P. T. T., où l'élément jeune est assez nombreux. Ce dernier n'entendait pas jouer le rôle de sacrifié éternel.

« La Fédération Postale Unitaire » eut une entrevue avec le directeur du Personnel, le 6 janvier. Celui-ci confirma la décision prise envers les jeunes. La délégation ne dissimula pas au directeur le mécontentement qui régnait chez les jeunes des P. T. T., et qui menaçait de se traduire par une effervescence risquant fort de gêner la marche des services.

Le 9 janvier eut lieu une Assemblée générale de la section des *Jeunesses des P. T. T.* du Central Télégraphique. Mis au courant de l'insuccès de la délégation, les adhérents décidèrent, à l'unanimité, d'engager une action énergique sur le lieu même du travail.

Dès le lendemain, au changement de brigade de 11 h. 45, une première manifestation s'organisa. Pendant plus de 25 minutes, les jeunes, massés dans les vestiaires, réclamèrent vigoureusement les 500 francs. Pendant près de quinze jours, l'effervescence continua. Quotidiennement les jeunes facteurs et manipulants tenaient un meeting dans la cour, et régulièrement prenaient leur service avec une demi-heure, parfois quarante-cinq minutes de retard.

On se rend compte de la répercussion de cette action sur le service, lorsqu'on sait que la moyenne des télégrammes écoulés par le Poste Central est de 125.000 par jour.

M. Goérens, chef du Central Télégraphique, perdant la tête, croyant arrêter le mécontentement, crut bon de suspendre quatre manifestants. Ces sanctions arbitraires n'eurent qu'un résultat : exaspérer un peu plus nos jeunes camarades, en dépit des tentatives d'intimidation des chefs de la Boulisterie et des surveillants, les manifestations continuèrent.

Le 13 janvier, une délégation fut reçue par le directeur. Ce dernier nous reprocha d'être partis dans un mouvement sans motifs sérieux. Cependant il ressortit de cette démarche qu'un premier point important était acquis : les jeunes âgés de 18 ans obtenaient satisfaction. Un décret en date du 13 janvier (*Journal Officiel* du 15) confirma définitivement la déclaration faite par le directeur.

Premier résultat. La bataille n'en continua pas moins, car ceux qui bénéficiaient de ces nouvelles dispositions restèrent aux côtés de leurs camarades lésés. Cet acte de solidarité mérite d'être souligné, car il montre clairement l'esprit de classe ancré chez ces jeunes exploités.

L'effervescence localisée jusqu'alors au Central Télégraphique s'étendait à l'ensemble des jeunes postiers de la région parisienne. Sous l'égide de la « Fédération des Jeunesses des P. T. T. », une campagne vigoureuse fut entreprise. A plusieurs reprises, des manifestations parcoururent les Boulevards, au grand étonnement des oisifs installés à la terrasse des cafés.

En province, on ne s'endormait pas non plus. A Lyon, à Lille, suivant les directives de leur organisation et l'exemple de leurs camarades parisiens, les jeunes facteurs et manipulants menaient aussi sérieusement le bon combat.

Enfin, après trois semaines, les Pouvoirs publics accordaient sensiblement satisfaction à tous les jeunes des administrations de l'Etat.

Dans un rapport au Président de la République, le ministre des Finances, reconnaissant la légitimité des revendications des jeunes salariés de l'Etat, s'exprimait ainsi : « *Il a paru équitable d'abaisser les limites d'âge précédemment fixées en ce qui concerne les droits éventuels des jeunes agents à ladite allocation.* »

Un nouveau décret présidentiel, en date du 24 janvier (*Journal Officiel* du 29), apportait de sérieuses modifications au précédent et décidait d'accorder l'indemnité entière à partir de 16 ans.

Art. 3, § 3 (décret du 24 janvier). — « Le montant de l'allocation ainsi déterminé est réduit de moitié pour les agents de 14 à 16 ans et des trois quarts pour ceux âgés de moins de 14 ans. »

Les jeunes fonctionnaires obtenaient ce qui suit : 125 francs jusqu'à 14 ans ; 250 francs de 14 à 16 ans, et au-dessus de 16 ans : 500 francs.

Cette indemnité devait être payée en deux paliers.

Manœuvre gouvernementale.

Ces nouvelles dispositions avaient déjà reçu un commencement d'exécution, lorsqu'au moment du paiement de la seconde partie de cette allocation, les jeunes postiers pour la plupart, se virent refuser tout versement.

Dans de nombreux bureaux, les versements furent effectués normalement, mais par la suite les jeunes furent avisés que ces sommes leur seraient retenus à la fin du mois.

Le ministre des Finances revenant sur ses décisions, avait adressé une circulaire à toutes les administrations, leur donnant l'ordre de surseoir à tout paiement pour les jeunes. Des instructions suivirent par la suite, enjoignant de ne payer les 500 francs qu'à tous les fonctionnaires ayant 3.800 francs. Pour les autres au prorata de leur traitement.

Cette manœuvre malhonnête, qui démontre clairement que l'Etat n'a rien à envier, en tant qu'exploiteur, aux patrons de l'industrie privée, n'eut pas le succès qu'en attendaient ses promoteurs.

Nos jeunes camarades des P. T. T. recommencèrent l'action menée un mois auparavant. Après plusieurs délégations infructueuses, l'agitation reprit, cette fois avec plus d'ampleur qu'en janvier.

Au Central Télégraphique — toujours à l'avant-garde du mouvement — les jeunes facteurs boulistes et manipulants à nouveau se mirent à manifester bruyamment leur mécontentement. Les 3 et 4 mars, au changement de service de 11 h. 45, ils embouteillèrent l'entrée des locaux du Poste Central et là, pendant une heure, aux cris de: « Nos 500 ! Nos 500 ! » au chant de l'*Internationale*, ils exprimèrent vigoureusement leur colère.

Mais l'Administration des P. T. T., prise entre deux feux, — les Pouvoirs Publics d'une part, décidés à ne rien accorder, le Personnel d'autre part, décidé à lutter pour obtenir satisfaction, — était résolue à user de tout l'appareil de répression dont elle dispose pour empêcher, coûte que coûte, l'effervescence de s'étendre et tuer dans l'œuf tout ferment de révolte.

Elle n'hésita pas à suspendre de ses fonctions, dès la seconde manifestation, toute une brigade, soit au total environ 35 à 40 unités.

Ce coup brutal, loin d'abattre l'ardeur de nos jeunes camarades, eut pour résultat immédiat de stimuler encore leur volonté.

Le lendemain, 5 mars, les deux brigades entières se retrouvèrent à 11 h. 30 dans la cour du Central. Cette fois, ce fut un beau spectacle ! Les jeunes, au nombre de 80 environ, fermèrent les portes donnant sur la rue, embouteillèrent toutes les entrées, et comme les jours précédents, au chant de l'*Internationale*, ils manifestèrent à nouveau.

Pendant un quart d'heure, ce fut une lutte épique et le Central présenta l'aspect d'une citadelle assiégée. M. Goérens, le chef du Poste Central, intervint avec une brutalité sans pareille.

Un détail comique : un certain moment, pris dans un remous, M. Goérens tomba sur un sac rempli de papiers qui se trouvait derrière lui. Se relevant avec précipitation, les poings fermés, les dents serrées, blanc de rage, il s'écria sur un ton mélodramatique : « Bande de lâches, vous oseriez frapper votre chef ? » Cinq minutes après, il faisait pénétrer la police dans la cour du Central.

Si des incidents, regrettables à tous points de vue, s'étaient produits, la faute n'en aurait pas

incombé à nos camarades, mais bien à l'Administration des P. T. T. et à son digne représentant, le chef du Poste Central.

La grève est déclenchée.

Devant les sanctions brutales de l'Administration des P. T. T. et le véritable lock-out prononcé contre les jeunes fonctionnaires du Central Télégraphique, il fallut agir vivement. Mises au courant de la situation par les délégués des Jeunes, comprenant toute la gravité de la situation, après en avoir envisagé toutes les conséquences, la Commission Exécutive de la « Fédération Postale Unitaire », ainsi que la Commission Exécutive de la Section départementale de la Seine, réunies en commun d'urgence, le mercredi 4 mars, décidèrent de lancer l'ordre de grève générale de tous les jeunes postiers de France, à dater du 6 mars, au matin.

A Paris, un grand meeting eut lieu à la Bourse du Travail, la veille de la grève. Environ un millier de jeunes télégraphistes et manipulants étaient présents. La grève pour le lendemain fut votée avec enthousiasme.

Le mouvement dépassa toutes les espérances. Dès le premier jour, au meeting de 10 heures du matin, plus de 900 cartes de grève étaient distribuées ; l'après-midi, le chiffre de 1.200 était atteint. La seconde journée (samedi 7 mars), 1.500 jeunes postiers de la Seine étaient en grève, sur un effectif total d'environ 1700 à 1.800.

Il faut avoir vécu toutes les péripéties de ce mouvement pour comprendre et juger de l'émotion qui s'empara des militants à la vue de la salle de la Grange-aux-Belles, remplie de ces jeunes pleins d'ardeur et de foi.

Il faut avoir entendu les conversations échangées entre ces jeunes grévistes, pour se rendre compte de l'esprit avec lequel ils allaient mener la bataille.

Les manœuvres d'intimidation.

Malgré les communiqués optimistes de l'Administration postale à la presse quotidienne, où elle s'efforçait de diminuer l'ampleur de la grève, les services postaux et télégraphiques étaient dans le désarroi le plus complet !

On a beau chanter à tous les échos « que le mouvement esquissé par un certain nombre de jeunes facteurs boulistes et distributeurs et de manipulants n'a pas été suivi », on ne se passe pas facilement de 1.500 employés.

D'ailleurs, contrairement à ce communiqué tendancieux, une circulaire confidentielle, datée du 6 mars, premier jour de grève, adressée à tous les receveurs et chefs de bureaux, ne cachait pas l'importance du mouvement. En voici d'ailleurs un passage significatif : « *Par suite de la grève des jeunes facteurs*, les receveurs des bureaux de Paris devront faire le nécessaire pour que les télégrammes et pneumatiques soient portés d'urgence au Bureau Central de l'arrondissement, pour être compris dans la plus *prochaine distribution postale* » !

Voilà, je pense, le meilleur aveu de l'ampleur de la grève des jeunes postiers.

L'Administration mit d'ailleurs tout en œuvre pour briser l'action de nos jeunes camarades. Par l'intermédiaire des bureaux de placement, elle recruta, pour remplacer les grévistes, un personnel auxiliaire qu'elle paya jusqu'à 18 francs par jour.

Dans de nombreux arrondissements, les levées de boîtes aux lettres furent effectuées en auto : au Bureau Central du vingtième arrondissement, le receveur avoua dépenser jusqu'à 300 francs par jour de frais de taxi !

Les jeunes grévistes organisèrent leur grève. Ils se divisèrent en équipes et, matin et après-midi, s'employèrent à débaucher quelques jaunes qui travaillaient encore. La police, en permanence à la porte des bureaux, effectua plusieurs arrestations de jeunes pour « entraves à la liberté du travail ».

De son côté, l'Administration, voulant tenter un grand coup pour vaincre la résistance des grévistes, adressa dès le premier jour de la grève la lettre suivante aux parents des grévistes :

« Paris, le 6 mars 1925.

« Monsieur,

« Votre fils ne s'est pas présenté ce matin pour prendre son service comme d'habitude.

« J'ai l'honneur de vous informer que si cette absence se prolongeait plus longtemps, je me verrais dans l'obligation de le suspendre de ses fonctions, en attendant des sanctions plus graves.

« Veuillez recevoir, Monsieur, etc...

« *Le Receveur du Bureau.* »

Le Comité de grève avait prévu cette manœuvre. Aussi, également dès le premier jour de la grève, en accord avec la F. P. U., il adressait une circulaire aux parents de nos camarades, les invitant à assister à un grand meeting organisé le dimanche 8 mars à la Grange-aux-Belles qui obtint un grand succès.

L'organisation de la grève.

Un Comité Central de grève fut nommé. Il siégea pour la première fois dans la nuit du 6 au 7 mars, de 21 heures à 4 heures du matin.

Les membres composant ce Comité étaient pour la plupart — sauf quelques-uns plus expérimentés — des camarades pleins de bonne volonté mais connaissant à peine les grandes lignes de l'action syndicale.

Malgré cela, le Comité de grève accomplit un travail sérieux et bien ordonné. Après avoir examiné les conditions et les conséquences du mouvement, les délégués arrêtèrent unanimement un programme portant sur les principaux points suivants :

a) L'organisation et la liaison étroite de tous les comités de grève régionaux avec le Comité Central de grève ;

b) Etablissement de statistiques journalières fixant le nombre de grévistes, de jaunes et

les conditions dans lesquelles s'effectuait le travail ;

c) Les revendications à défendre auprès du Gouvernement ;

d) L'aide matérielle à apporter aux grévistes ; l'organisation de souscriptions, etc...

Toutes les décisions furent prises par les seuls membres du Comité de Grève : aucun adulte ne prit part à ses travaux.

La situation en province était satisfaisante. Les sections de *Jeunesses des P. T. T.*, suivant l'ordre de grève de leur Fédération, avaient engagé leurs adhérents à cesser le travail.

Dès le premier jour, le chômage était complet dans toute la région du Nord : Lille, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes, Armentières. Le directeur régional fit appel aux soldats du génie pour remplacer les défaillants et assurer le travail.

Dans le Centre, la grève battait aussi son plein : Clermont-Ferrand, Lyon, Montluçon, Moulins, Annecy, Grenoble, Chambéry, puis Montpellier, entraient dans la bataille.

Le Comité Central de Grève et la F. P. U., afin d'organiser partout la résistance et la direction du mouvement, décidèrent d'envoyer quelques militants. Un camarade partit dans le Nord : deux autres, à quelques jours d'intervalle, dans le Centre.

De cette façon, une liaison constante et étroite régnait partout, et le mouvement marchait à l'unisson.

L'état d'esprit des grévistes.

L'administration des P. T. T. comptait sur de nombreuses rentrées pour le lundi 9 mars. Elle s'était efforcée, au moyen de lettres recommandées adressées aux parents, de communiqués tendancieux à la presse, de cacher son émoi et son affolement et de créer autour de la grève des plus jeunes de ses employés — de ses « benjamins » pourrait-on dire — un courant d'indifférence. Elle en fut pour ses frais.

Le lundi, peu de rentrées. Cependant quelques jeunes camarades furent reconduits au travail par leurs parents, probablement absents au meeting du dimanche. D'autre part, de nouveaux bureaux — principalement de banlieue — qui n'étaient pas encore sortis, abandonnèrent le travail, et les grévistes se retrouvèrent aussi nombreux au meeting du matin.

On était déjà au quatrième jour de grève, et l'état d'esprit des grévistes restait excellent. Quelques faits montreront mieux qu'une longue description la bonne humeur de ces derniers. Notamment cette lettre adressée au Comité de grève, par un tout petit « télé » :

« Mes chers camarades,

« Je suis obligé par mes parents, de me rendre au boulot.

« Alors, je compte sur vous pour que vous réunissiez une trentaine de types bien décidés qui viennent me casser les reins ce soir et m'envoient à l'hôpital au moins pour un mois.

« A..... »

Cet autre fait : quelques grévistes, l'un muni de son accordéon, l'autre d'un banjo, s'en furent chanter dans les cours, comme de simples chanteurs ambulants. L'un d'entre eux poussait sa petite romance accompagné par les instruments de ses camarades. Ils obtinrent un réel succès, et ramassèrent une certaine somme qui fut versée à la caisse de secours du Comité de grève.

Pendant toute la durée du mouvement, les grévistes organisèrent entre eux et avec l'aide de quelques camarades du Syndicat Unitaire du Spectacle des fêtes très réussies.

La volonté de lutter jusqu'au bout se manifestait dans tous leurs propos, et c'était véritablement réconfortant de voir avec quelle endurance et quel brio tous ces jeunes travailleurs bataillaient et résistaient.

Mauvaise foi gouvernementale.

Le Comité de grève, ayant demandé une entrevue au Président du Conseil afin de rechercher un terrain d'entente, se heurta à un refus.

Le 10 mars, à la tribune de la Chambre des Députés Herriot déclara « que le Gouvernement préparait une solution équitable du problème lorsque le conflit survint, prenant une tournure injurieuse pour le sous-secrétaire d'Etat aux P. T. T. » !

Affirmation complètement fausse, puisque la véritable cause du conflit fut l'attitude incompréhensible du Gouvernement violant ses promesses, et les sanctions brutales prises par l'Administration contre nos camarades du Central.

Herriot ajouta, au surplus « qu'il refusait de discuter tant qu'il y aurait un gréviste et qu'il n'acceptait pas que ce mouvement prenne une tournure politique » !

Malgré ce premier refus du Gouvernement, le Comité de grève, poursuivant jusqu'au bout ses efforts de conciliation, adressait à nouveau une seconde lettre au Président du Conseil, dont voici le passage essentiel :

« Après les débats de la Chambre, il nous apparaît qu'il est indispensable qu'une conversation s'engage et nous ne pouvons croire que vous persistiez dans le refus de nous recevoir.

« Si toutefois, Monsieur le Président, vos occupations étaient un empêchement, nous vous serions obligés de nous mettre en relations avec M. le Ministre des Finances ou M. le Ministre des P. T. T. ».

Victoire sérieuse.

Cependant, la bataille continuait sans grands changements. Le nombre des grévistes se maintenait dans la Seine entre 800 et 900. C'était encore un chiffre imposant, et avec lequel il fallait compter.

En province, la situation était à peu près la même. Dans le Nord, les réformistes, s'efforçant de diminuer l'importance de l'action menée à Paris, avaient réussi à amener la reprise du

travail dans quelques centres. Avisé de ce fait, le Comité Central de Grève donna à nouveau l'ordre de cesser le travail et le chômage y fut presque général.

L'Administration redoublait de communiqués optimistes à la presse. Tantôt elle annonçait la reprise immédiate pour le jeudi 12 mars ; ce jour passé, la grève continuant, elle déclarait que « de nombreuses rentrées s'étaient produites et qu'en province on ne comptait guère plus qu'une cinquantaine de grévistes, Algérie comprise » !

Ces communiqués tendancieux ne cachaient nullement au public le désarroi dans lequel étaient plongés les services. Les boîtes aux lettres non relevées, dans les quartiers industriels et commerçants, regorgeaient de correspondance ; les télégrammes et pneumatiques étaient distribués comme de simples lettres, par les facteurs.

On était déjà au septième jour de grève, et chacun sentait que le dénouement du conflit approchait.

Le 13 mars parut dans le *Quotidien*, un filet inspiré par la Fédération Postale Confédérée. Cette dernière qui, pendant tout le mouvement, s'est efforcée de diminuer l'action des grévistes, déclarait avoir obtenu satisfaction pour ces derniers.

Qui connaît les attaches de la Fédération Confédérée avec le Bloc des Gauches comprendra sans peine que le Gouvernement, se servant de ce canal, accordait satisfaction partielle aux grévistes sans avoir l'air de céder devant la grève.

D'après les chiffres publiés, les grévistes obtenaient : jusqu'à 14 ans : 250 francs au lieu de 125 ; de 14 à 16 ans : 370 francs au lieu de 250 ; de 16 à 18 ans : 435 francs au lieu de 500 : et au-dessus de 18 ans : les 500 francs.

En présence de ces chiffres, résultat de 7 jours de lutte, après une longue discussion et après avoir examiné la situation, le Comité de Grève décida de donner l'ordre de reprise du travail pour le lendemain 14 mars, après avoir obtenu une confirmation officielle de ces propositions.

Le bilan de la grève.

Suivant les directives de leur Comité, les grévistes se présentèrent dans leurs bureaux respectifs, dès 7 heures du matin. Dans la plupart des services, ils entrèrent la tête haute, fiers de la lutte si bien menée pendant 8 jours. Au Central d'arrondissement du 16e arrondissement, par exemple, la reprise du travail se fit au chant de *l'Internationale*. Au Central télégraphique, les jeunes se présentèrent tous ensemble, et là encore les contrôleurs de boulistes et les surveillants se tinrent cois.

Toutefois, plusieurs receveurs, prétextant qu'ils n'avaient aucun ordre de l'Administration, refusèrent de reprendre immédiatement les grévistes. Ceux-ci furent réintégrés en grande partie les jours suivants.

Aujourd'hui la grève se solde avec une trentaine de camarades suspendus de leurs fonctions, attendant leur comparution devant le Conseil de Discipline. L'Administration, jusqu'au bout, ne veut pas avoir l'air de céder.

Malgré les sanctions arbitraires prises contre quelques-uns, l'élan des jeunes postiers ne sera ni brisé ni ralenti. Ils savent que leur victoire partielle est le fruit de leur lutte de huit jours, ils ont pris conscience de leur force, éprouvé la solidité de leur organisation et démontré qu'ils étaient les dignes successeurs de leurs camarades de 1909.

La Fédération des Jeunesses Syndicalistes des P. T. T.

On a vu que le mouvement a été conduit par la Fédération des Jeunesses syndicalistes des P. T. T. en accord avec la Fédération Postale Unitaire. Qu'est-ce donc que la Fédération des Jeunesses syndicalistes des P. T. T. ?

Lorsque la scission se fit en avril 1922, les syndicalistes qui avaient la lourde tâche de constituer la Fédération Postale Unitaire eurent l'idée d'organiser les nombreux éléments jeunes des P. T. T. et, en octobre 1922, la « Jeunesse Syndicaliste des P. T. T. » était formée.

Une brochure de propagande fut tirée à plusieurs milliers d'exemplaires, expliquant en termes clairs et précis toute la besogne d'organisation, de propagande et d'éducation que se proposait de faire le nouveau groupement.

De plus, une « Ecole Fédérale » était organisée. Son rôle ? Donner aux jeunes postiers la possibilité d'améliorer leur sort, en passant avec succès les examens et concours administratifs. Des cours, enseignés par des camarades adultes, leur fournissaient les éléments nécessaires exigés par le programme de l'administration.

Cette œuvre d'éducation ne fonctionna que quelques mois. Elle mourut malgré les efforts du bureau fédéral de l'époque et le dévouement des professeurs bénévoles, pas assez nombreux.

Toutefois, son exemple ne fut pas entièrement perdu. En province, des filiales de « l'Ecole Fédérale » se formèrent. Elles fonctionnent encore aujourd'hui.

Une campagne de propagande fut engagée. Elle porta ses fruits. Au bout de quelques mois, 300 à 400 jeunes étaient organisés dans la Seine. En province, par l'intermédiaire de la F. P. U., plusieurs sections se formaient.

Malheureusement, des querelles de tendances se produisirent, gênant le développement de la Jeunesse et faisant négliger l'éducation des adhérents. Le premier *Congrès des Jeunes des P. T. T.*, tenu le 24 avril 1924, devait redonner de l'élan.

Sur huit ou dix sections constituées ou en formation, cinq furent représentées chacune par un délégué : Lyon, Dijon, La Rochelle, Montluçon, Alençon ; puis la Seine par deux délégués. En tout, une vingtaine de congressistes dont les membres de la C. E. fédérale,

participèrent à tous les travaux, qui prirent trois séances, tenues dans la même journée.

L'ordre du jour, très chargé, comportait les questions suivantes : 1° Rapport moral ; 2° Rapport financier ; 3° Rapport sur les traitements ; 4° Rapport sur l'éducation ; 5° Rapport sur l'Ecole fédérale ; 6° Rapport sur l'organisation des Jeunesses des P. T. T. ; 7° Rapport sur le recrutement du personnel auxiliaire.

Sur la question des « Jeunesses Syndicalistes », un rapport fixant le point de vue de la Fédération fut adopté, et l'on décida de faire la propagande nécessaire pour que les organismes centraux s'y rallient.

Un programme d'éducation, prévoyant la création de bibliothèques dans chaque section, l'organisation de Conférences, de causeries éducatives, fut arrêté.

Mais le gros travail du Congrès fut le cahier de revendications, concernant les traitements et indemnités des différentes catégories de jeunes employés des P. T. T.

A la suite du Congrès, la Fédération vit ses effectifs augmenter sensiblement. En province, de nouvelles sections se formèrent.

Par contre, dans la Seine, la section se stabilisa et même subit une décroissance dans le nombre de ses adhérents. La lutte de tendances reprit. Ce n'est pas ici le lieu d'en examiner les raisons ni les conditions. Qu'il me suffise de dire que le bureau fédéral continua ouvertement sa propagande en faveur du Parti et des Jeunesses Communistes et qu'à la veille de la grève un soi-disant Conseil National, réuni en violation des statuts, venait aggraver les heurts.

Heureusement, l'Administration et le Gouvernement firent voir qu'ils ne faisaient pas de distinction entre les tendances. Le mouvement qui se déclencha unit dans l'action tous les jeunes travailleurs des P. T. T.

La grève terminée, constaterons-nous la continuation des errements d'hier ? Certains, forts de l'expérience de la grève, verront-ils clair ? On a répété à satiété que le mouvement était corporatif, économique. Saura-t-on laisser sur ce plan, qui est vaste et sûr, l'organisation des jeunes ? Si on le fait, les Jeunesses syndicalistes des P. T. T. se développeront rapidement et disposeront d'une grande influence.

Enseignements de la grève.

Nous avons dit l'ardeur à la lutte des jeunes grévistes. De ce côté, peu de critiques. Cependant, on gagnera peut-être à ne pas accentuer trop le chahut, afin de ne pas trop impressionner le public.

La F. P. U. voulut demander une audience au Président du Conseil, dès les débuts du conflit. Malgré nous, la C. E. fédérale décida de le faire par l'intermédiaire de Piquemal, député communiste. Le motif donné était que nous serions ainsi sûrement reçus. Le résultat fut tout autre. Herriot refusa l'entrevue et s'empara de ce fait — ainsi que la presse, d'ailleurs — pour reprocher aux députés communistes d'avoir poussé au déclenchement de la grève dans un but politique (débats à la Chambre 10 mars 1925).

L'application des décisions du Comité Central de Grève laissa fort à désirer : affiches « A la population » ; liaison avec les comités de grève provinciaux ; l'établissement de statistiques journalières sur le nombre de grévistes dans chaque bureau, de jaunes, et les conditions dans lesquelles était effectué le travail. Si les équipes de débauchage et de surveillance des bureaux ne s'étaient pas relâchées, les quelques rentrées ne se seraient pas produites. La décision de reprise du travail fut peut-être prise trop hâtivement : cela n'échappa certainement pas à l'Administration, qui en profita pour frapper ainsi plus durement certains militants. Une centaine de grévistes ne purent reprendre immédiatement leur service. Quinze jours après la reprise du travail, 25 à 30 sont encore dehors.

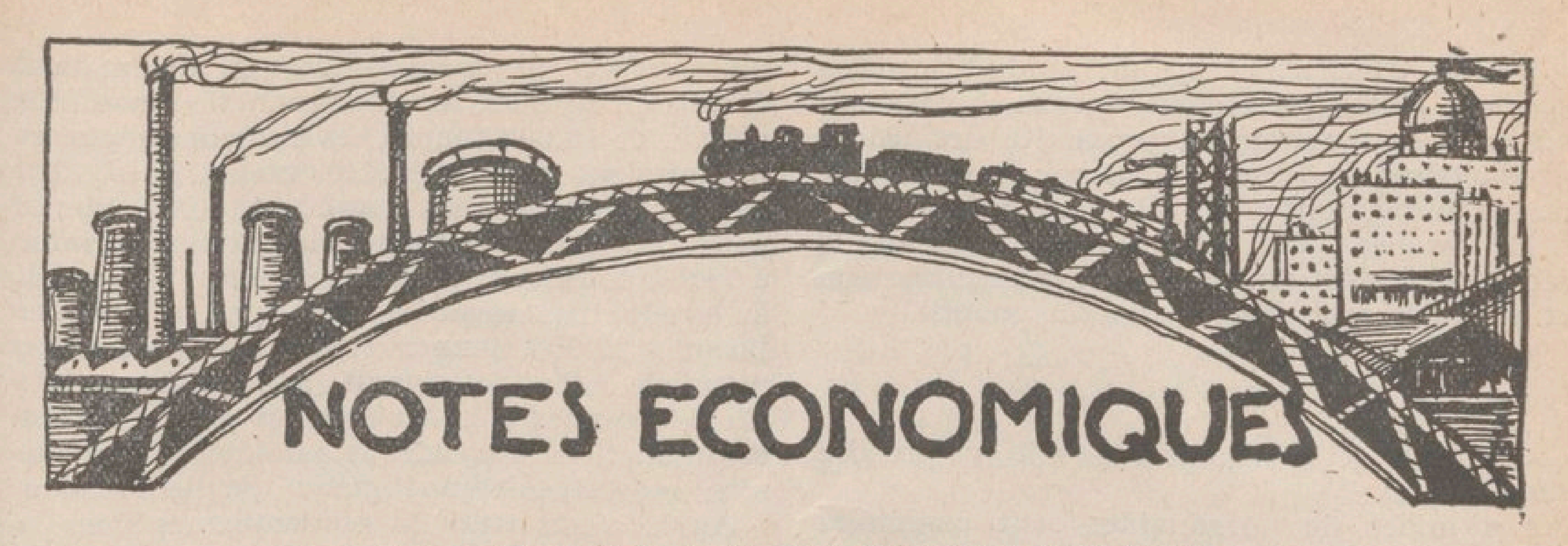
On attend patiemment que ces camarades passent devant le Conseil de discipline ! N'attendons pas trop patiemment : que la solidarité financière s'organise, c'est bien, mais la solidarité morale, par le moyen d'une campagne visant à faire annuler les sanctions, vaudra mieux.

Il faut parcourir les sections, — surtout la section parisienne, — tirer les leçons de la grève et maintenir l'état d'esprit combatif des jeunes.

Mais ces constatations serviront plus tard si, franchement, on les examine et on les regrette. Si, au contraire, on les nie, on les cache, le beau mouvement des jeunes des P. T. T. n'aura fait qu'être un mouvement corporatif, fermé, sans utilité pour l'ensemble des organisations de jeunes et même des P. T. T., et l'expérience dont on n'aura pas tiré les leçons sera à recommencer.

Mais nous croyons qu'il n'en sera pas ainsi. L'avenir s'ouvre devant les jeunes postiers. Plus tard, devenus hommes, nous les retrouverons dans les batailles et ils se rappelleront avec fierté les luttes de leur jeunesse et puiseront dans leur souvenir l'énergie nécessaire pour arracher toujours plus de mieux-être et instaurer enfin la Société du Travail que nous rêvons tous...

R. MOUSEAU.



LA DÉCHÉANCE DE L'ANGLETERRE

Un exemple typique : l'Histoire de l'Étain

Les conditions qui ont permis au dix-neuvième siècle le vaste développement de la population anglaise se sont évanouies à jamais. Il semble que vers l'an 2.000 ce pays devra être réduit à la moitié de sa population actuelle.

EDEN PAUL.

La déchéance de l'industrie britannique sera la caractéristique du vingtième siècle — comme la prodigieuse ascension de cette même industrie fut la caractéristique du dix-neuvième. Pour bien se rendre compte des raisons qui motivent cette déchéance, il est utile de l'examiner en détail dans une industrie déterminée.

Les deux grandes industries maîtresses de la Grande-Bretagne sont, comme l'on sait, l'industrie textile et la métallurgie du fer ; mais ce n'est pas seulement dans ces deux industries fondamentales de l'économie moderne que l'Angleterre a joui d'une prédominance mondiale ; c'est également dans un grand nombre d'industries secondaires.

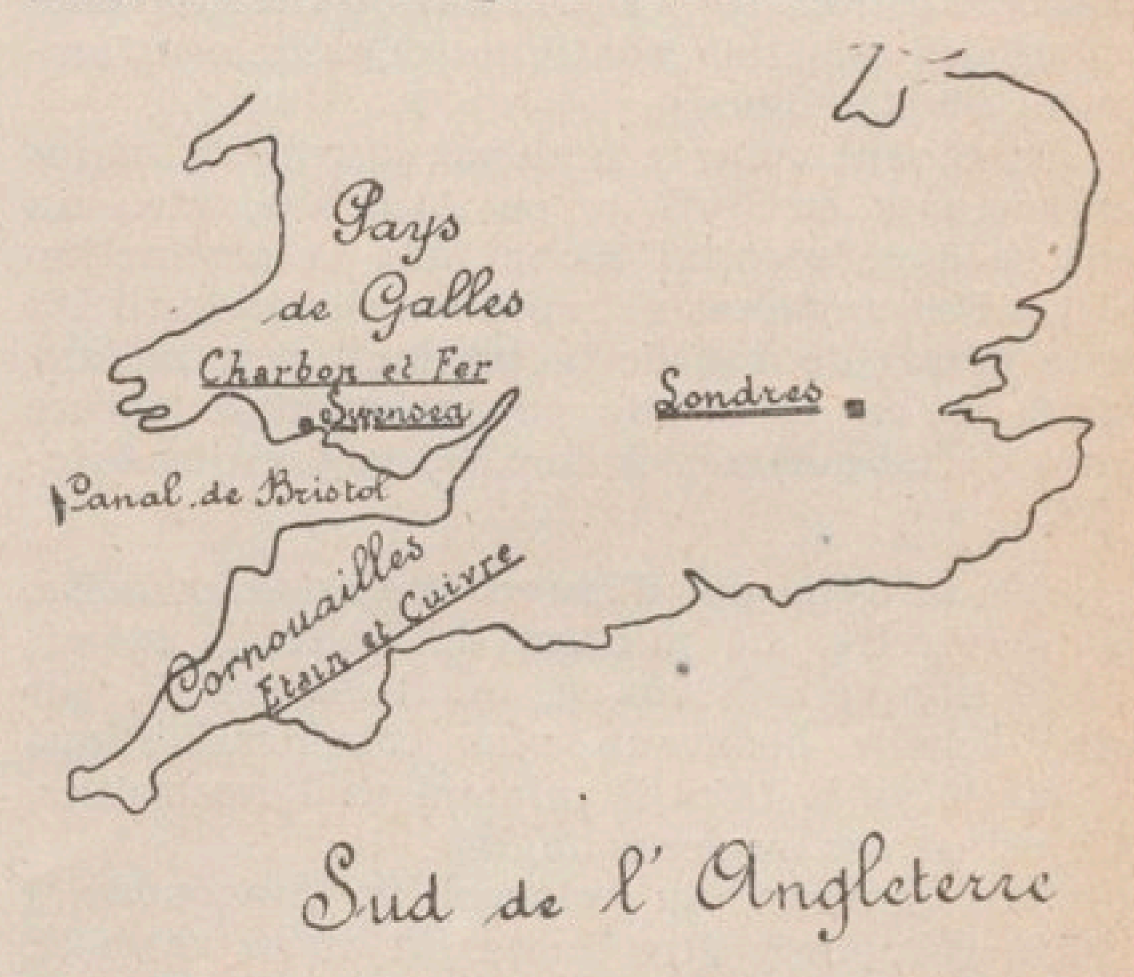
Au premier rang de celles-ci figurait l'industrie de l'étain. En 1890, l'Angleterre fournissait encore à elle seule les deux tiers de la quantité totale d'étain consommée dans le monde. Voyons à quoi était due cette supériorité.

***

En Cornouailles, dans l'extrême sud-ouest de l'Angleterre, il existe des gisements de minerais d'étain, connus depuis la plus haute antiquité. C'étaient eux, très probablement, qui déjà, à l'époque préhistorique, fournissaient l'étain nécessaire à la fabrication du bronze (âge du bronze).

D'autre part, tout près de là, de l'autre côté du canal de Bristol, le Pays de Galles offre pour la fusion de ces minerais tout le charbon nécessaire.

Si l'on ajoute que le Pays de Galles, grâce à son charbon, grâce à des gisements de fer au Pays de Galles même et de gisements de minerais de cuivre en Cornouailles, produit aussi du fer et du cuivre, dont les alliages avec l'étain (fer-blanc et bronze) forment la principale utilisation de l'étain, si l'on ajoute également que tous ces pays se trouvent au bord de la mer, donc dans les meilleures conditions pour les transports, on comprend qu'il n'était pas possible de trouver mieux rassemblés tous les éléments nécessaires à l'établissement d'une industrie complète de l'étain.



Les trois phases dans lesquelles se divise, comme toutes les autres, l'industrie de l'étain, se trouvèrent donc bientôt concentrées presque exclusivement dans cette région du sud-ouest de l'Angleterre. C'étaient :

1° La production de *la matière première*, qui avait lieu en Cornouailles par l'extraction du minerai ;

2° La fabrication du *produit brut*, l'étain, qui avait lieu dans les fonderies de Swansea, en Pays de Galles, à la sortie des puits de charbon ;

3° Les transformations du produit brut en *produits finis*, qui étaient opérées à Swansea ou dans les environs, à proximité des usines productrices de fer et de cuivre ; la principale de ces fabrications étant celle du fer-blanc.

De Swansea, qui est un port, les produits fabriqués étaient directement chargés sur bateau et expédiés aux quatre coins du monde.

***

Comment cette situation a-t-elle pu prendre fin ?

Les mines de Cornouailles sont exploitées depuis l'âge de bronze ; ce n'est pas précisément cela qui augmente leur richesse. Elles ne sont pas encore totalement épuisées, mais plus ça va, et plus il est difficile de maintenir l'extraction au même chiffre.

En 1871, ces mines avaient pu fournir de quoi produire 12.000 tonnes d'étain ; en 1913, elles ne fournissaient guère plus que de quoi produire 5.000 tonnes.

Mais beaucoup plus importante que cette diminution absolue était la diminution relative. Les besoins en étain augmentant en effet considérablement chaque jour, on se trouva amené à rechercher au loin de nouveaux gisements et à les exploiter intensivement.

C'est en Asie, près de Singapour, dans la presqu'île de Malacca et dans de petites îles voisines, que l'étain commença à être exploité sur une vaste échelle, à la fin du siècle dernier. De 1902 à 1913, la quantité d'étain tiré annuellement des minerais asiatiques dépassa constamment 70.000 tonnes.

En tenant compte d'autres gisements moins importants en Bolivie, en Australie, etc., on arrive à ce résultat global que la production des mines anglaises ne représentait plus en 1913 que moins de 4 % de la production mondiale, alors qu'en 1880 elle en représentait encore près du cinquième, et en 1800 la presque totalité.

Cela ne gêna pas d'abord l'industrie anglaise, au contraire. Le minerai des détroits malais était envoyé à Swansea, où il alimentait, sur une échelle beaucoup plus considérable que n'aurait pu le faire le minerai de Cornouailles, les usines des fondeurs anglais.

Mais envoyer du minerai de Singapour à Swansea pour y être fondu est chose absurde. Le minerai d'étain le plus concentré qu'on puisse obtenir avec les moyens mécaniques dont on dispose à la mine ne contient que 75 % d'étain. Transporter ce minerai en Angleterre revient donc à faire parcourir quelque quinze mille kilomètres à 25 kilos de matières complètement inutiles qui iront tout juste grossir le tas de scories, pour chaque 75 kilos de matière utile transportée. Le transport revient ainsi à 25 % plus cher que si on ne transportait que l'étain.

Aussi, dès les dernières années du siècle dernier s'installèrent en Malaisie de puissantes fonderies, qui, en peu d'années, devinrent les plus grands producteurs d'étain du monde. Tandis qu'en 1890, sur une production mondiale d'étain de 18.000 tonnes, les fonderies anglaises produisaient encore 11.740 tonnes, dès 1900 leur production était tombée à 9.000 tonnes pour une production mondiale qui avait grimpé à 76.000 tonnes; et si, dans les années suivantes, la production anglaise finit par se relever jusqu'à 22.000 tonnes (1913), la production mondiale, elle, atteignait à la même date 126.600 tonnes (1). Au lieu des deux tiers de la production mondiale, la production anglaise n'en représentait plus guère que le sixième.

Après avoir perdu la prédominance dans la production du minerai, l'Angleterre la perdait par voie de conséquence dans la production du métal.

Il lui restait encore la troisième phase du cycle, la fabrication des demi-produits et produits finis.

C'est en effet une règle générale, effet d'une sorte d'inertie économique, que les industries de transformation se maintiennent un certain temps après qu'a disparu l'industrie lourde (fabrication du produit brut) qui avait motivé leur installation, tout comme l'industrie lourde se maintient également pendant un certain temps après la disparition de l'industrie minière qui avait été la cause de son établissement.

Si la Grande-Bretagne a donc cessé depuis longtemps déjà d'être un important producteur de minerai d'étain et depuis un certain temps d'être un important producteur d'étain brut, elle est encore actuellement le grand producteur en alliages d'étain, notamment en fer-blanc.

L'Angleterre produit encore le tiers environ de tout le fer-blanc fabriqué dans le monde. Mais il est bien évident que c'est là une situation qui ne peut pas durer. Tous les autres pays possesseurs de charbon sont aussi bien placés que le Pays de Galles pour produire du fer-blanc.

C'est pourquoi l'industrie britannique du fer-blanc est actuellement en pleine crise. Dans toutes les usines on ne travaille qu'à temps réduit ; deux usines ont même été complètement fermées pendant deux mois, et rien qu'à Llanelly, petite ville des environs de Swansea où l'on fabrique surtout le fer-blanc, il y a 1.500 chômeurs.

La déchéance de l'Angleterre dans cette dernière partie de son ancien domaine sera d'autant plus rapide que la situation privilégiée qui lui fut faite durant de si longues années l'a très mal préparée à lutter. L'Anglais ressemble à ces plantes qui, habituées à un terrain riche, s'étiolent et meurent rapidement si on les transplante dans un terrain plus pauvre où des plantes moins vigoureuses cependant, mais qui n'ont jamais été habituées à l'abon-

---

(1) Ces chiffres sont extraits d'un article, *Le Monde métallurgique*, par Géo Claude, paru dans le *Creuset*, l'organe technique de la Fédération Unitaire des Métaux.

dance, trouvent parfaitement à vivre et à prospérer.

Dans le domaine technique comme dans celui de l'organisation économique, l'industriel anglais est toujours à la traîne. Ainsi, en ce qui concerne l'étain, un progrès technique très important avait été réalisé avant guerre : on avait trouvé le moyen de récupérer économiquement l'étain contenu dans les déchets de fer-blanc. Mais pensez-vous que des Anglais vont s'abaisser à traiter des déchets ! Quand on est le pays de l'étain de l'âge de bronze, on ne va pas faire le chiffonnier en étain ! En conséquence, toutes les vieilles boîtes de conserves de l'Angleterre prenaient le chemin de l'Allemagne où une nouvelle et puissante industrie, celle du « désétamage » naissait et se développait.

Dans le domaine de l'organisation capitaliste, il en est de même. Sous la pression de la nécessité, les industriels britanniques commencent bien à abandonner leurs traditions de « libre concurrence » et à marcher eux aussi au monopole, mais là comme ailleurs ils sont timides et en retard. Ce n'est qu'en 1923 qu'on signale une première concentration un peu importante par la fusion de deux sociétés de fer-blanc, et en 1924 il est constitué, sous la forme d'une agence de vente commune, un cartel qui groupe les douze principales fabriques de fer-blanc, celles-ci représentant 60 % de la production totale anglaise.

Mais pendant ce temps-là, en Allemagne, il s'était formé un seul trust qui groupe sous une direction unique, la presque totalité de l'industrie de l'étain allemande.

***

L'histoire de l'étain est un exemple typique. Pour la plupart des autres métaux, pour le fer en particulier, l'Angleterre a disposé autrefois chez elle, comme pour l'étain, de riches gisements de minerais qui sont maintenant peu ou prou épuisés. C'étaient ces gisements qui étaient la base de son industrie. Avec leur disparition disparaît la raison d'être de la supériorité métallurgique anglaise.

Même pour les industries non métallurgiques, le phénomène est analogue. Certes, le coton n'a jamais poussé en Angleterre, la situation prédominante que s'était acquise l'industrie anglaise du coton n'était donc pas due à une situation privilégiée dans la production de la matière première, mais elle était due également à un privilège naturel : si, à un moment donné, presque tout le coton filé et tissé dans le monde l'était dans le Lancashire, c'est que ce pays jouit du degré d'humidité qui est juste celui qui convient le mieux au travail mécanique du coton. Or, aujourd'hui, le perfectionnement des métiers diminue beaucoup l'importance du facteur humidité.

L'Angleterre ne jouit plus aujourd'hui que d'un seul privilège naturel : la possession de gisements considérables d'excellent charbon, mais cela ne suffit pas à soi seul pour faire d'un pays l' « atelier du monde ». Grâce à son charbon, l'Angleterre pourra continuer à entretenir une certaine industrie, mais une industrie qui sera sur le même pied que celle de tout autre pays possédant du charbon ou même simplement une source de force motrice sous une forme quelconque, pétrole, chutes d'eau, etc... L'Angleterre se trouve dès maintenant ramenée au droit commun.

On comprend que dans ces conditions le prolétariat britannique, qui, grâce à la situation privilégiée de son industrie, avait pu jouir lui aussi d'une situation privilégiée par rapport aux prolétariats des autres pays, va avoir maintenant à souffrir terriblement du nouvel état de choses, et que cela lui créera une conscience nouvelle.

Il est symptomatique que ces mêmes trade unions qui jusqu'ici avaient toujours plus ou moins boudé à l'action et à l'organisation internationales en soient maintenant les plus zélés protagonistes : c'est le président du Conseil général des Trade Unions qui rappelait l'autre jour avec émotion que c'était à Londres qu'était née la première Internationale des Travailleurs, et quelques jours après c'était le président de la Fédération des Mineurs qui appelait les mineurs de tous les pays à une action *d'ensemble* contre le capital.

Ce sont là des indices d'une extrême importance. La grande crise industrielle par laquelle devra passer inévitablement l'Angleterre, et qui n'est que tout à fait à ses débuts, ne s'achèvera point sans que le prolétariat britannique n'apparaisse au premier rang de la scène révolutionnaire.

ROBERT LOUZON.

A TRAVERS LES LIVRES

Nous avons reçu :

G. Prezzolini : *Le Fascisme*. Traduit de l'italien par Georges Bourgin. Prix : 9 fr. (Bossard, éditeur.)

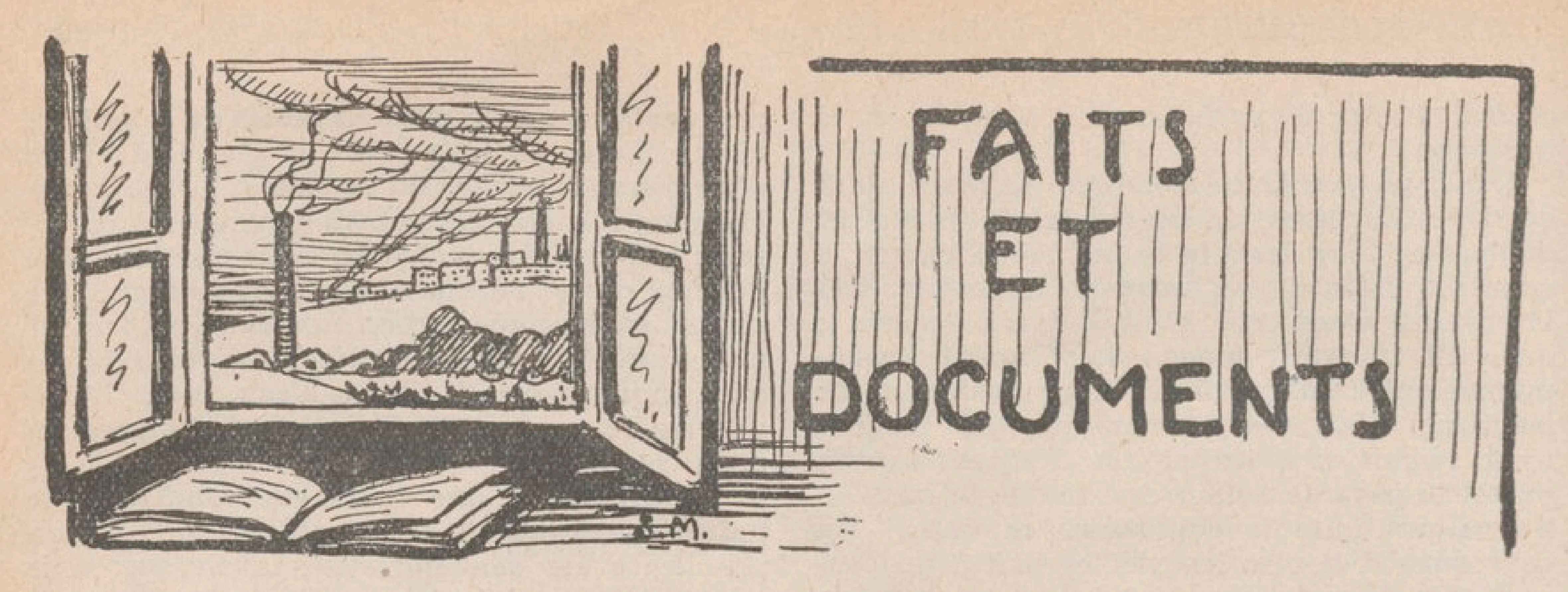
L'Unité du mouvement syndical mondial. Rapports et discours au VI[e] Congrès des Syndicats ouvriers de l'U. R. S. S. Préface de A. Losovsky. Prix : 2 fr. 50. (Petite Bibliothèque de l'I. S. R.)

H. Montarnal : *Les Salaires, l'Inflation et les Changes*. Prix : 8 francs (Libr. Rivière).

Marcel Sembat : *La Victoire en déroute*. Préface de Léon Blum. (Edit. du *Progrès Civique*.)

D[r] Léon Laroche : *Montceau-les-Mines*. Quelques aperçus sur l'histoire de la Ville et son exploitation houillère. (Imprimerie ouvrière, Montceau.)

Die Rebellen, von P. E. Dybenko, Verlaz, Carl Hoym Nachf, Louis Calmbley, Hamburg 8.



LES FAITS DU MOIS

Dimanche 1er mars. — Millerand discourt à Marseille.

Lundi 2. — Manifestation des syndicats parisiens du Bâtiment contre le décret d'administration publique sabotant la loi de 8 heures.

Mardi 3. — Deux jeunes militants des P. T. T., Mouseau et Jeanne, sont suspendus à la suite de manifestations pour les 500 francs, au Central Télégraphique.

Mercredi 4. — 80 jeunes postiers sont suspendus.

Vendredi 6. — La grève des jeunes facteurs est complète.

Dimanche 8. — *Grèce* : Grève générale des Chemins de fer.

Lundi 9. — A la Faculté de Droit, M. Georges Scelle ne peut ouvrir son cours.

Mardi 10. — Interpellation Piquemal au sujet de la grève des jeunes postiers. — Chômage dans la concession de Courrières en commémoration de la catastrophe de 1906.

Mercredi 11. — Déclaration des cardinaux contre les lois de laïcité.

Jeudi 12. — Mort de Sun Yat Sen.

Vendredi 13. — Le Comité de Grève des jeunes des P. T. T. décide la reprise du travail.

Allemagne : Meeting communiste interdit à Halle, 9 tués, 40 blessés.

Samedi 14. — L'évêque de Strasbourg décrète une grève scolaire de trois jours, commençant lundi.

Italie : Grève des métallurgistes de Lombardie.

Dimanche 15. — *Angleterre :* Harry Pollit est enlevé à Liverpool et séquestré pendant une journée.

Lundi 16. — Réunion du Comité national de la C. G. T.

Mardi 17. — *Italie :* Repossi est arrêté.

Virginie : 50 mineurs sont ensevelis dans une mine en flammes à Firemount (Virginie Occidentale).

Mercredi 18. — Le Comité national de la C. G. T. repousse les propositions d'unité faites par la C. G. T. U.

— La grève des typos parisiens du « labeur » réalise le front unique entre confédérés et unitaires.

Jeudi 19. — *Italie :* Malgré l'accord signé par les syndicats fascistes, la grève des métallurgistes lombards continue. Elle s'étend à Turin.

Suède : La C. G. T. repousse la grève générale proposée en réponse au lock-out.

U. R. S. S. : Mort de Narimarov, l'un des présidents du Comité exécutif.

Vendredi 20. — Interpellation sur la déclaration des cardinaux. Herriot parle du « christianisme des banquiers ».

Pologne : A Prezmysl, ouverture du procès Landsutsky.

Samedi 21. — Réunion à Moscou de l'Exécutif élargi de l'I. C.

Dimanche 22. — Commémoration à Sèvres de la mort de Fernand Pelloutier.

Lundi 23. — *Suède :* Lock-out qui atteint 130.000 ouvriers.

Mercredi 25. — Raynier, chef de la bande des briseurs de grève de Douarnenez, est mis en liberté provisoire.

— Déraillement du rapide Bordeaux-Paris, près de Poitiers : cinq morts.

Jeudi 26. — Catastrophe aux mines de Merlebach (Moselle) : 60 morts.

Vendredi 27. — Une délégation des syndicats panrusses part pour Londres.

Suède : La fin du lock-out est décidée.

Pologne: Landsutsky est acquitté par le jury.

Samedi 28. — Quatre militants de la C. G. T. sont condamnés à Tunis, à propos des grèves d'Hammanlié, à 10 mois et 4 mois de prison et à 4 ans ou 2 ans d'interdiction de séjour.

— Incidents au Quartier Latin. Les étudiants occupent l'Ecole de Droit et empêchent M. Scelle de faire son cours.

Dimanche 29. — *Allemagne :* Election pour la présidence du Reich. Ballottage.

Lundi 30. — M. Berthélemy, le doyen de la Faculté de Droit, est suspendu.

Suède : Les 130.000 ouvriers lock-outés reprennent le travail.

Mardi 31. — Le procès Sadoul revient devant le conseil de guerre d'Orléans.

L'inflation et le Bloc des Gauches

La démission de Clémentel est autre chose qu'un simple changement de personne ; elle marque un conflit entre les deux groupes constitutifs du Bloc des Gauches.

D'une part, il est constitué par l'élément financier, au sens étroit de ce mot, c'est-à-dire par les intermédiaires, boursiers et banquiers qui, vivant de commissions, n'ont qu'un intérêt : c'est qu'il se fasse le plus possible d' « affaires » ; il leur faut beaucoup d'affaires afin de toucher beaucoup de commissions. Or, beaucoup d'affaires, cela exige la paix à l'extérieur et à l'intérieur. Cette fraction du capitalisme a donc toujours été plus ou moins pacifiste et libérale, c'est-à-dire de gauche. La finance juive en formait autrefois l'élément le plus caractérisé. La Bourse de Francfort fut pendant un demi-siècle à peu près le seul représentant du libéralisme bourgeois en Allemagne. La Banque Rothschild en France contribua largement à asseoir dans ses premières années la République. Aujourd'hui, le prototype de cette finance est la Banque de Paris et des Pays-Bas.

On sait le rôle considérable que cette dernière n'a cessé de jouer dans les finances de l'Etat, depuis qu'Herriot est au pouvoir. C'est grâce à son effort continu que le crédit de l'Etat à l'intérieur et à l'extérieur a pu se maintenir tant bien que mal ; c'est notamment elle qui empêcha un effondrement total du cours des Rentes françaises dans les derniers mois de l'année dernière pendant que se poursuivait le placement des Bons du Trésor. Sans l'appui de la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Gouvernement Herriot n'aurait pu se maintenir un seul jour au pouvoir. Le Cartel des Gauches, c'est donc la Banque de Paris et des Pays-Bas, autant, si ce n'est plus, que le Bloc National c'était le Comité des Forges. Parlementairement l'élément financier du Cartel est représenté surtout par le groupe de la gauche radicale de la Chambre dont Loucheur est le grand maître.

L'autre élément du Cartel, celui qui constitue la masse de ses troupes, est formé des fameuses « classes moyennes », c'est-à-dire des rentiers et des candidats rentiers. Son représentant parlementaire essentiel est le groupe socialiste.

La démission de Clémentel fut produite par le heurt entre ces deux éléments. Clémentel était, au sein du Ministère, le représentant de l'élément financier. Lui-même homme d'affaires véreux, lui-même intermédiaire-type vivant de commissions sur les affaires que son influence politique lui faisait obtenir pour les maisons auxquelles il était attaché, il était tout désigné pour ce rôle. Aussi, comme toute augmentation du nombre des billets de banque est extrêmement avantageuse pour les financiers parce qu'en augmentant les possibilités de crédit elle augmente le nombre des affaires et par là le nombre des commissions, Clémentel fut l'avocat, au sein du Gouvernement, de toutes les mesures inflationnistes, occultes ou avouées.

Ce fut Clémentel qui proposa l'augmentation de près d'un milliard, du nombre des billets, par la création de billets de banque spéciaux pour Madagascar et pour la Sarre ; ce fut Clémentel qui proposa des mesures d'exonération fiscale en faveur du chèque, afin d'augmenter l'emploi de celui-ci, substitut du billet de banque; ce fut Clémentel qui proposa la démonétisation des billets actuels et la création d'un nouveau billet, opération coûteuse en elle-même, mais qui permettait d'augmenter le nombre des billets en circulation d'une quantité égale à ceux actuellement perdus ou détruits. Et enfin, comme toutes ces mesures étaient trop longues ou trop difficiles à réaliser, ce fut lui qui en dernier lieu proposa d'augmenter de 4 milliards la limite actuelle d'émission fixée à 41 milliards depuis 1920.

Cette dernière goutte fit déborder le vase. L'autre élément du Cartel des Gauches, la classe moyenne, menacée par cette nouvelle inflation d'une nouvelle baisse de la valeur réelle de ses rentes, se rebella. Des deux principaux quotidiens du Cartel, tandis que l'un, *l'Œuvre*, fortement lié à des maisons de banque, aidait de son mieux à la politique inflationniste de Clémentel, l'autre, *le Quotidien*, organe « créé » par 60.000 petits-bourgeois, et petites-bourgeoises, prenait vigoureusement parti contre.

Ainsi donc la démission de Clémentel put apparaître un instant comme signifiant que l'élément petit-bourgeois avait pris le pas sur l'élément financier dans le cartel. Mais *la petite bourgeoisie est incapable de gouverner*. Elle n'a pour le faire, ni les moyens matériels, ni le cran moral. Privée de l'appui de la finance elle n'est plus rien. Elle dut donc remplacer au plus vite l'inflationniste Clémentel par..... l'inflationniste de Monzie. Sur l'injonction des petits-bourgeois du *Quotidien*, Herriot avait débarqué Clémentel parce qu'il proposait de faire 4 milliards de nouveaux billets: moins de huit jours après, sur l'injonction de la Banque, Herriot fait sien le projet de Monzie qui..... augmenterait de 4 milliards le nombre des billets.

R. L.

***

La succession d'Ebert

Le premier tour de scrutin pour la désignation du président du Reich, qui a eu lieu le 29 mars, confirme, en les amplifiant, les résultats des dernières élections législatives (7 décembre). Ce sont encore les

racistes et les communistes qui en font les frais — les premiers étant quasi anéantis et les seconds sensiblement affaiblis — tandis que les social-démocrates accentuent leur avance et que les autres partis restent à peu près au même point. La vague révolutionnaire continue à décroître et une stabilisation relative s'établit qui met en présence deux groupes : les partis de Weimar (social-démocrate, centre catholique et démocrates) d'une part, et de l'autre, populistes et nationalistes, partisans plus ou moins francs d'une restauration monarchique. Les premiers disposent de plus de voix que les seconds, mais leur action commune est plus difficile à réaliser, ce qui crée une situation tout à fait favorable aux combinaisons et aux marchandages, combinaisons et marchandages qui se répètent d'ailleurs à l'intérieur de chacun des deux groupes eux-mêmes.

La social-démocratie est désormais un parti de gouvernement. Mais ce caractère n'est pas nouveau. Il date du 2 août 1914, avec le vote des crédits et la collaboration constante donnée au gouvernement impérial dans la poursuite de la guerre. (Peut-être pourrait-on montrer qu'il remonte même un peu plus avant.) La collaboration avec la bourgeoisie est aujourd'hui plus franche : c'est la seule différence. Et malgré cela, la social-démocratie ne se « décompose » pas, comme l'ont annoncé si souvent tant de mauvais prophètes et de pitoyables observateurs. S'il est vrai qu'elle a recueilli dans ses rangs des employés, des fonctionnaires, des éléments de la petite bourgeoisie broyée sans pitié par les magnats de l'industrie lourde, il n'est pas moins vrai qu'elle garde une solide emprise sur une grande partie de la classe ouvrière. C'est que les « illusions réformistes » ne sont pas si faciles à détruire ; le verbiage, même révolutionnaire, n'y suffit pas ; il faut une action compréhensive, méthodique, intelligente, ce qui ne paraît pas être une des caractéristiques de la présente direction du Parti communiste.

Cette stabilisation momentanée des forces politiques et économiques a permis à l'Allemagne de retrouver une certaine liberté d'action dans le domaine de la politique extérieure. Profitant de l'aversion des conservateurs britanniques pour le protocole de Genève, du désarroi que l'abandon de ce protocole a provoqué parmi les Alliés, le gouvernement du Reich a réussi, en proposant un projet de pacte de sécurité, à poser la question des frontières orientales de l'Allemagne telles que le traité de Versailles les a tracées. Ces frontières sont absurdes et chacun sait qu'elles ne peuvent être que provisoires. Le couloir polonais n'est acceptable ni pour l'Allemagne ni pour la Pologne. L'Angleterre est déjà disposée à le reconnaître et à admettre que la Prusse Orientale ne peut être plus longtemps coupée du reste du Reich, tandis que la France demeure solidement liée à la Pologne. Dans l'Europe stupidement découpée par les traités qui ont clos la guerre impérialiste, un projet de paix définitive n'aura réussi qu'à poser la question de la nécessité d'une revision du traité de Versailles et à faire surgir, plus tôt qu'on ne l'imaginait, la menace d'un sérieux conflit. — A. R.

***

Communistes et élections municipales

L'*Humanité* du 23 mars a publié la note suivante signée du Bureau politique du Parti et du Bureau de la Région parisienne :

« Le Bureau politique et le Bureau fédéral de la Région parisienne sont informés que dans certaines assemblées locales des critiques d'ordre politique, d'ordre organisatoire (*sic*) ont été formulées.

« Nous rappelons à nouveau que ces assemblées, ainsi que les groupes de travail locaux, sont des organismes d'exécution de décisions des Comités de rayons et non des organismes délibératifs. En conséquence, y discuter des problèmes politiques ou organisatoires (*resic*) ou y ouvrir des discussions sur les propositions des rayons, de la Fédération et du Centre, c'est détourner de leur rôle d'exécution les assemblées locales et les groupes de travail, et donner à ces réunions le caractère des anciennes sections locales du Parti communiste.

« *Nous mettons en garde les camarades contre ces déviations* ; nous leur demandons de lutter vigoureusement contre tous ceux qui tenteraient par des moyens détournés, par des propositions plus ou moins démagogiques, d'enlever aux cellules et rayons leur pouvoir délibératif et ceci au profit des assemblées locales.

« Nous informons les membres du Parti de la région parisienne qu'une assemblée d'information est organisée pour le jeudi 26 mars ; à cette réunion, la direction du Parti, la direction régionale, exposeront les raisons politiques, les motifs tactiques qui ont dicté la position du Comité central et du Comité régional en ce qui concerne la prochaine bataille électorale.

« Le Bureau politique, le bureau fédéral, ne toléreront pas la reconstitution plus ou moins déguisée de quelques sections locales sous le couvert des assemblées locales. »

On nous dit qu'il s'agit surtout d'étouffer les protestations qu'ont soulevées à bien juste titre les candidatures multiples des fonctionnaires du Parti aux prochaines élections municipales. Tout l'état-major va en effet tenter de décrocher la timbale lors de ces élections. La motion Treint de l'an dernier n'a, paraît-il, plus sa raison d'être. C'est du moins l'avis du candidat Treint.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE (Travail exécuté par des ouvriers syndiqués) IMP. UNION, 13, rue Méchain, Paris